

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بalkan فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête

auprès des personnalités politiques et littéraires

X.

Réponse de l'Independent Labour Party



James Maxton,
 Président de l'Independent Labour Party.



A. Fenner Brockway,
 Secrétaire général de l'Independent Labour Party.

FP 1550

James Maxton

Membre de la Chambre des Communes, président de l'Independent Labour Party.

Est né en 1885 à Pollokshaws, en Ecosse. Après avoir fait ses études à l'Université de Glasgow, il se voua à l'enseignement et devint membre du Conseil de l'Éducation de cette ville.

Pour un discours anti-militariste qu'il a prononcé à Glasgow lors de la déportation de Kirkwood, il fut emprisonné pendant 12 mois (1916—1917).

Déjà avant d'avoir quitté l'Université, il avait adhéré au mouvement travailliste. En 1918, il a organisé en Ecosse l'I. L. P. Il a été membre du Comité Exécutif du Labour Party (1919—1920). Il siège au Parlement depuis 1922. Fait partie du fameux groupe politique surnommé « les Sauvages » de la Clyde avec Wheatley et Kirkwood. Il est l'un des leaders socialistes les plus populaires, surtout en Ecosse.

A l'occasion de sa récente élection comme Président de l'I. L. P., son collègue, Thomas Johnson lui a consacré les lignes suivantes :

« Il enseignait en classe pendant le jour, et consacrait tous ses samedis à organiser un noyau socialiste dans l'organisation des instituteurs. Ses soirées et ses dimanches appartenaient à l'I. L. P. Nul homme n'a contribué davantage au développement de l'I. L. P., qui acquit, grâce à son travail, une énorme influence dans le mouvement ouvrier en Ecosse. En 1916, le gouvernement le considérait comme une menace sérieuse et le fit emprisonner. Libéré de la prison, en 1917, il se consacra de nouveau à l'œuvre de la propagande pour l'I. L. P. Il devint le secrétaire organisateur du parti à Glasgow.

À la Chambre des Communes, ses merveilleux dons oratoires, sa personnalité, sa sincérité absolue ont fait de lui le leader naturel d'une assemblée qui contient tant d'hommes de grande force de caractère. Il a été exclu des séances du 27 juin au 31 juillet pour avoir refusé de retirer le mot « meurtriers » qu'il a prononcé à l'adresse de ceux qui votèrent la réduction des crédits affectés à l'œuvre de l'hygiène et la santé infantile. Lorsque les Tories votèrent l'exclusion de J. Maxton, je suis sûr qu'un grand nombre d'entre eux ne le firent qu'à contre-cœur et avec regret.

James Maxton est l'un des grands hommes de notre époque. C'est moi, son ami, qui le dis, mais cela ne change rien au fait. Il a laissé l'impression de son esprit et de son caractère sur toutes les générations d'aujourd'hui. Il a prêché la libération des esclaves et de tous ceux qui sont opprimés ; et dans des milliers

de maisons, des têtes, qui seraient demeurées courbées, sont aujourd'hui relevées haut, et un nouveau chant de liberté emplit les cœurs, grâce à James Maxton, le nouveau président de l'I. L. P.

Il est un successeur direct de Keir Hardie. Il n'est pas un « cataclysmiste », mais il ne cherche pas non plus à opposer à l'inévitabilité de la marche graduelle, ou à la marche graduelle de l'inévitabilité ; il a voué toutes ses énergies et consacré toute sa vie à ce que le socialisme se réalise à notre époque.

Le socialisme de William Morris, le socialisme de Keir Hardie, le socialisme qui élève l'homme de son état de brute, voilà le socialisme vers lequel, pendant sa présidence, James Maxton conduira l'Independent Labour Party. »

Archibald Fenner Brockway

Né en 1888 à Calcutta. A fait ses études à Londres.

D'abord rédacteur à l'EXAMINER, il a été directeur-adjoint du CHRISTIAN COMMONWEALTH, puis directeur du LABOUR LEADER, de 1911 à 1916. L'un des fondateurs et secrétaire honoraire du « No Conscription Fellowship » de 1916 à 1920 et secrétaire du Comité Britannique du Congrès National Indien, 1920—1921, et directeur de l'INDIA.

À l'âge de 19 ans il adhéra à l'Independent Labour Party. Un an avant la guerre, déjà, il commença à déployer toute son énergie pour prévenir le peuple du danger imminent. Par la suite, il continua sa campagne contre la guerre avec la plus grande énergie et, ayant refusé de faire le service militaire, il dut subir un emprisonnement de 28 mois.

Il devint ensuite, de 1920 à 1922, secrétaire du Comité d'Enquête sur le système des prisons, comité qui avait Lord Olivier pour président. En collaboration avec Stephen Hobhouse, il publia le remarquable ouvrage « Les prisons anglaises d'aujourd'hui », qui eut comme résultat l'introduction de réformes dans le système pénitentier. Il est également l'auteur de LABOUR ET LIBÉRALISME, DEVIL'S BUSINESS (interdit pendant la guerre), THE RECRUIT (écrit en prison), INDIA AND ITS GOVERNMENT, etc. etc. Il a publié aussi plusieurs pamphlets, entre autres : HOW TO END WAR (Comment mettre fin à la guerre). (Independent Labour Party, Programme Series.)

Fenner Brockway a beaucoup voyagé et a acquis une profonde expérience de la vie.

Depuis 1923 il est le secrétaire général de l'Independent Labour Party. C'est un orateur populaire.

Nous ne doutons pas que la meilleure solution des difficultés politiques et ethniques dans les Balkans serait une Fédération des peuples balkaniques avec reconnaissance des particularités religieuses et culturelles des minorités nationales et de leurs coutumes traditionnelles. Les frontières actuelles, comme le montre bien le cas de la Macédoine, ne sauraient représenter la différence naturelle des races, et il apparaît impossible de disposer les frontières de manière à obtenir un tel résultat.

Aussi longtemps qu'il existera des Etats d'une formation incohérente, il est certain que subsisteront aussi des troubles et des dangers de guerre permanents et tous ceux qui cherchent la paix dans le sud-est de l'Europe doivent travailler à réaliser une Fédération avec garantie de liberté pour les minorités. Cette question est importante, non seulement pour les Balkans, mais pour le reste de l'Europe, car une guerre dans les Balkans peut se développer aisément en guerre générale européenne.

Nous apercevons bien que les difficultés sont grandes ; il y a l'opposition des Maisons régnantes, qui peuvent considérer que leur prestige est menacé. Il y a l'opposition des classes dirigeantes dont la situation et le pouvoir sont dans une certaine mesure liés au maintien d'Etat séparés et indépendants. Il y a l'opposition des groupements financiers qui bénéficient des emprunts des divers Etats. Il y a l'opposition des Sociétés pour les armements, qui spéculent sur l'existence des rivalités nationales. Il y a l'opposition de certaines castes capitalistes qui dérivent à leur profit la substance des différents gouvernements.

Mais tous ces intérêts ne sont rien en comparaison de la prospérité des peuples et des criants besoins de paix et de justice des minorités opprimées ; il est nécessaire de montrer aux autres peuples que leurs intérêts sont communs et que les divisions artificielles présentes engendrent l'appauvrissement, la persécution et les dangers de massacres humains. Une grande campagne d'éducation populaire doit être établie avec cet objectif en vue. Des meetings doivent être tenus, autant que possible avec des orateurs de différents Etats, parlant sur une commune plateforme. Des ouvrages contenant des déclarations émanant d'écrivains représentant les différents Etats et minorités, doivent être aussi largement distribués. En dépit de toutes les difficultés, si une Fédération des peuples balkaniques est jamais créée, l'effort doit venir en premier lieu des peuples balkaniques eux-mêmes. Alors quand le moment favorable arrivera, les autres peuples devront vigoureusement soutenir les propositions par l'intermédiaire de la Société des Nations et par tous autres moyens.

Nous devons pourtant nous garder de placer trop haut notre espoir dans une Fédération purement politique des Balkans. Bien plus nécessaire est une Fédération économique dans laquelle les ressources naturelles et le développement de la production seront employés au bénéfice des peuples et par laquelle l'exploitation actuelle des financiers et des capitalistes sera abolie dans les Balkans, qu'elle s'exerce du dedans ou du dehors. C'est seulement par cette transformation fondamentale du système social que la misère et le danger des guerres seront écartés.

James Maxton
président de l'I. L. P.

Fenner Brockway
secrétaire de l'I. L. P.

Arthur James Cook

Né en 1884 à Wookey près de Wells. Son père étant soldat, le jeune Arthur fut élevé dans les écoles des régiments. A douze ans il travaillait chez un fermier qui, par



ses conseils, lui inculqua les idées radicales. A l'âge de quinze ans il va travailler dans les mines de South Wales. Et c'est là qu'il eut le premier contact avec l'esprit militant labouriste.

Arthur James Cook a été délégué par les mineurs depuis 1918 dans des administrations locales. Chef des mineurs dans la Galles du Sud depuis 1919, il a été nommé secrétaire de la Fédération nationale des mineurs en 1924 par 800.000 voix. Il a été secrétaire de l'Internationale des mineurs de 1924 à 1925 et, dans la même année, du Conseil Général des Trades-Unions. Il est membre du Comité International des Mineurs.

Arthur James Cook, le secrétaire de la Fédération des mineurs, vers lequel étaient tournées les yeux du monde entier lors de la dernière grève en Angleterre, est l'un des dirigeants les plus énergiques et les plus autorisés du mouvement syndical et travailliste britannique.

Vous me demandez si la question macédonienne a été résolue équitablement. Cette question, comme en général celle des minorités, l'a été aussi mal que possible.

Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, dont les puissances impérialistes avaient fait leur mot d'ordre pour asservir et opprimer la population de ces régions n'a été qu'un mensonge.

Les peuples opprimés, tout comme auparavant, sont rivés à leurs chaînes d'esclaves. Tous les traités qui ont suivi la grande boucherie ont été des monuments d'injustice. Les droits des minorités ont été foulés aux pieds. Ces traités ont multiplié les foyers d'incendie. Un de ces foyers, l'un des plus dangereux, constituent précisément les Balkans. Plusieurs puissances de cette péninsule, comme la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce, ont été démesurément agrandies au détriment des autres. Ces gouvernements réactionnaires, militaristes et chauvins, sont incapables, par leur essence même, de respecter et de garantir les droits des minorités. Et c'est là que réside le danger d'une conflagration générale, si il n'est pas mis fin à cette situation.

Je pense que l'unique solution consiste en la collaboration étroite, en l'union fraternelle des peuples dans une Fédération libre et indépendante.

Naturellement, sous le régime actuel de terreur, cette idée d'une Fédération ne peut être réalisée. Ce ne sont pas ces gouvernements militaristes, qui convoitent réciproquement leurs possessions, qui seraient capables de se tendre la main et de se comprendre. Cette entente, cette collaboration, cette union sera l'œuvre des masses travailleuses de la péninsule qui ont les mêmes intérêts et les mêmes espoirs. C'est la transformation économique, sociale et politique de la péninsule balkanique par l'établissement d'un régime de démocratie sociale qui sera la

condition *sine qua non* de la constitution de la Fédération des Balkans.

Les minorités ethniques opprimées des Balkans, et particulièrement les Macédoniens, au lieu de faire le jeu de ces gouvernements réactionnaires, ont le devoir impérieux de marcher la main dans la main avec les masses travailleuses pour hâter l'avènement de l'ère de la libération.

Arthur James Cook

Charles Rappoport

Charles Rappoport est né en 1865 dans la petite ville de Douksty (en Lithuanie), qui a été prise de force par la Pologne.

Il est entré dans le mouvement socialiste en 1883 et a participé avec le frère de Lénine au complot contre le tsar en 1887. Il se réfugie à Paris cette même année et se naturalise Français en 1899. De 1899 à 1901 il collabore à la REVUE SOCIALISTE et à la PETITE RÉPUBLIQUE. Après avoir édité à Genève en russe l'OUVRIER RUSSE, il fonde, en 1891—1892 l'UNION DES SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES, dont est sortie, en 1899, la première Organisation du Parti Socialiste Révolutionnaire (terroriste).

Adversaire de la participation ministérielle des socialistes et du socialisme réformiste, il se sépare en 1901 de Jaurès qui était son ami et, depuis, ne cesse pas de combattre dans les rangs du Marxisme français (avec Jules Guesde et Lafargue) et international.

Il a collaboré à la NEUE ZEIT, à l'ETINCELLE (Iskra) et à de nombreuses publications socialistes.

Il est le remarquable biographe de Jean Jaurès et l'auteur des publications suivantes : LA PHILOSOPHIE SOCIALE DE LAVROFF, SOCIALISME DE GOUVERNEMENT ET SOCIALISME RÉVOLUTIONNAIRE (avec une Préface d'Ed. Vaillant), PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE, J. P. PROUDHON, UN PEU D'HISTOIRE, LA RÉVOLUTION SOCIALE, Collection du CONTRE LA GUERRE, LE SOCIALISME ET LA GUERRE, DÉCLARATIONS DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE, Collection de la REVUE COMMUNISTE, LA RÉVOLUTION MONDIALE, POURQUOI NOUS SOMMES SOCIALISTES, COURS D'HISTOIRE SOCIALISTE, PRÉCIS DU COMMUNISME, etc. En allemand : DIE SOZIALE FRAGE UND DIE ETHIK, DIE HAUPTRICHTUNGEN DER PHILOSOPHIE DER GESCHICHTE ; en russe : L'OUVRIER RUSSE, JULES GUESDE, LES PRINCIPAUX COURANTS DE LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE.

Il a dirigé l'HUMANITÉ de Strasbourg. En ce moment il collabore à l'HUMANITÉ de Paris et dirige un quotidien communiste à Lille.



Les Balkans, cet éternel *casus belli* des impérialistes, ces grandes forces maléfiques qui s'intitulent elles-mêmes « grandes puissances », mais qui se montrent comme de grandes impuissances lorsqu'il s'agit du repos du monde et de la véritable indépendance des nations, se trouvent, à la suite de Traités criminels de rapine, dans une situation inextricable.

Avant ces Traités, c'était le gâchis, aujourd'hui, c'est l'enfer.
C'est la menace permanente d'une nouvelle boucherie mondiale.
Que faire ?

1° Travailler par tous les moyens à l'annulation de ces Traités.
Ou le monde détruira ces Traités absurdes, ou ces Traités infernaux tueront le monde.

2° Il faut que les peuples s'appartiennent à eux-mêmes et non aux aventuriers militaires et financiers, aux mégalomanes et aux singes des Bismarcks et des Talleyrands.

3° Il faut que les petits peuples s'organisent en fédérations fraternelles sur les bases de solidarité économique et du respect absolu des minorités, comme en Russie soviétique.

4° Je ne crois pas que la bourgeoisie balkanique, malade, comme

toute bourgeoisie, de la peste de la guerre et de l'esprit de domination, puisse guérir le mal dont elle est elle-même en grande partie responsable.

Seules de nouvelles couches sociales qui sont destinées par leur rôle historique à régénérer l'humanité qui n'est pas encore sortie du stade zoologique et du régime du *bellum omnium contra omnes*, seules, dis-je, les classes productrices, ouvriers, paysans et intellectuels réunis, pourraient, dans les Balkans comme dans tous les autres pays, lutter sincèrement et jusqu'au bout pour l'émancipation intégrale des peuples martyrs des Balkans.

L'émancipation des peuples balkaniques sera la préface de l'émancipation européenne et humaine.

Charles Rappoport

Du fascisme italien au fascisme balkanique

C'est un problème de savoir où la réaction fasciste a pris naissance en Europe et nous ne nous chargerons pas de le résoudre. Ce qui est certain, c'est que cette réaction fasciste s'est répandue comme vague sur le continent : elle a sévi de la Finlande à la Hongrie, de l'Italie à la Bulgarie, de la Pologne à la Roumanie. Ce qui est certain aussi, c'est qu'elle est le produit le plus évident de l'après-guerre, de cette phase d'histoire où les monarchies et les classes dominantes se sentant sapées à la base par les travailleurs urbains et ruraux, piétinaient leur propre constitution, leur propre légalité, et recouraient aux pires procédés pour sauvegarder leur autorité.

De même qu'au début du 19^e siècle le libéralisme s'est propagé de pays à pays, de même que le socialisme, à la fin de ce 19^e siècle, courait d'Etat en Etat, de même que le communisme s'est étendu sur le continent à dater de 1918, de même le fascisme a pris un caractère quasi universel. Il représente la contre-révolution mondiale sous sa forme la plus claire et la plus brutale. On ne saurait le taxer d'hypocrisie : il a montré, dès le premier jour, où il voulait en venir, et quel objectif il se proposait : la destruction de la classe ouvrière, si cette classe ouvrière ne souscrivait pas à son propre asservissement.

Mais il était naturel aussi, puisque les socialistes de chaque nation s'appuyaient sur les socialistes des autres nations, et les communistes sur les communistes, que les fascistes de partout s'unissent entre eux. Si hostiles que nous puissions et devions être à ce mouvement de répression, à un parti qui a pour armes le poignard et le revolver, et qui n'en connaît point d'autres, nous devons confesser qu'un accord international fasciste rentre dans le domaine de la logique.

Les fascistes de Sofia regardent vers leurs frères de Rome, de Varsovie, de Berlin, comme aussi vers ceux moins nombreux et moins puissants qui s'agitent à Paris, à Londres ou à Bruxelles. De même que la tête du socialisme était jadis à Berlin, et que la tête du communisme est actuellement à Moscou, la tête du fascisme est à Rome. Le dictateur des dictateurs siège non loin du Capitole, d'où il parle le plus souvent qu'il peut. Il gouverne 34 millions d'hommes, et même un peu plus, alors que Liaptcheff, Pangalos, Ouzoumovitch, Averesco, qui l'environnent plus au moins, ne commandent pas à une armée aussi vaste.

La politique étrangère de l'Italie, qui intéresse l'Orient de l'Europe et aussi le Centre et l'Occident, car le territoire italien touche à l'Autriche par le Brenner, et à la France par le Mont Cénis, repose sur un certain nombre de principes que Mussolini et ses lieutenants nous ont fait connaître. L'Italie veut des colonies supplémentaires et se tourne vers l'Afrique du Nord où la Tunisie ferait au mieux son affaire. Elle est prête à franchir le Brenner et à s'étendre jusqu'à la vallée de l'Inn. Enfin elle vise à s'annexer quelques domaines en Asie Mineure, au détriment du Turc. Mais pour mener cette grande politique, il lui faut des alliances. Elle les trouve dans les gouvernements dictatoriaux des Balkans : la Yougoslavie ne se méfie-t-elle pas, comme le cabinet de Rome même, de la Hongrie, et de l'Autriche, qui deviendrait dangereuse, si elle s'adjoignait à la Hongrie ? La Roumanie n'a-t-elle pas à redouter, comme ce cabinet de Rome, un retour offensif des puissances de l'Europe Centrale ? La Grèce ne pense-t-elle pas sous Pangalos, comme jadis sous Constantin, à refouler la Turquie vers les hauts-plateaux ? Quant à la Bulgarie, elle a un régime équivalent à celui de Mussolini, et le pacte du cabinet de Sofia avec le gouvernement des Chemises Noires n'a rien qui puisse surprendre.

L'Italie fasciste travaille donc à se faire le centre d'une combinaison fasciste. Les libertés sont aussi respectées à Sofia, à Athènes, à Belgrade et à Bucarest que sur le Tibre. Un échec du fascisme dans un quelconque des pays balkaniques porterait une atteinte grave au fascisme italien. Et de même si Mussolini était obligé de battre en retraite, Liaptcheff et les autres premiers ministres des puissances situées entre l'Ukraine et le Péloponèse, subiraient un choc effroyable. Qui se ressemble s'assemble.

Nous assistons donc à la formation d'un groupement dont le dictateur italien a pris l'initiative. Le ministre des affaires étrangères yougoslave, M. Nintchitch, continue ses négociations à Rome ; on peut être assuré qu'il s'agit d'une alliance militaire. La Grèce est devenue plus ou moins la vassale de l'Italie. La Roumanie, dont les rapports avec la Yougoslavie sont réglés par le traité de la Petite Entente, ne pourra faire grise mine au cabinet de Rome : les amis de nos amis sont nos amis. Enfin la Bulgarie, qui s'est rapprochée de la Yougo-

slavie et de la Grèce, les suivra d'autant plus que M. Liaptcheff admire davantage M. Mussolini. Ainsi, ce dernier arrivera rapidement à ses fins. Il va commander à une combinaison de 70 millions d'hommes, combinaison purement fasciste, et qui entrera forcément en lutte avec les partis qui, dans les Balkans, au nom du fédéralisme, réclameront l'émancipation et la paix.

La politique de l'Italie mérite de préoccuper au plus haut degré tous ceux dont elle risque d'aggraver l'oppression, en Roumanie, en Yougoslavie, en Bulgarie et en Grèce.

Paul Louis

Après les „élections“ en Roumanie

La dictature de l'oligarchie roumaine a été de nouveau « légalisée ». Le gouvernement du général Averesco, l'agent le plus sanguinaire et le plus cynique de l'oligarchie, est sorti « victorieux » des élections. D'ailleurs, la « légalisation » des dictatures est à la mode. Pilsudski n'a-t-il pas fait d'abord un coup d'Etat à mains armées pour ensuite le « légaliser » par le Sejm ? La différence entre la Pologne et la Roumanie consiste seulement en ceci que les coups d'Etat dans notre pays ne sont pas « légalisés » par le parlement existant, mais par le parlement que les auteurs du coup d'Etat fabriquent eux-mêmes. Il en a été ainsi du coup d'Etat de 1922. Le gouvernement a été donné à un parti (au parti libéral) qui, dans le parlement d'alors, était le plus faible (7 députés sur 370). Mais appelé au pouvoir, le parti libéral a fait de nouvelles élections, et voilà que cette fois au lieu de 7, il a « acquis » 270 mandats, soit 40 fois plus.

La même chose se renouvela aux dernières « élections » : le parti Averesco avait dans le parlement dissous en mars dernier 6 députés sur 380 ; dans les élections aux chambres agricoles, en août 1925, ce parti n'avait réussi que dans 4 chambres contre 43 conquises par l'opposition tsaraliste-nationaliste. Eh ! bien, ce même parti, après avoir pris le pouvoir grâce à un coup d'Etat, sort des élections de mai dernier avec ... 52% du total des suffrages exprimés. Il est vrai que 25% des électeurs inscrits n'ont pu voter, parce que les habitants connus par la police et la Siguranza pour leurs sympathies pour l'opposition ont été empêchés de s'approcher des bureaux de vote. Il est aussi vrai que des centaines de milliers de citoyens n'ont pas même été inscrits sur les listes électorales. Il est vrai, encore, que des suffrages « exprimés », une petite partie seulement l'ont été par des électeurs réels, la plus grande partie ayant été « exprimée » par des agents du gouvernement qui ont voté en masses avec les cartes d'électeurs confisquées à leurs possesseurs légitimes ou tout simplement non délivrées à ces derniers. Tout cela est vrai. Et il est vrai encore que les élections ont été faites non seulement au moyen de la fraude et des faux, mais aussi par la terreur, les matraques, l'assassinat.

Mais qu'importe tout cela : le gouvernement du Roi a conquis la majorité. Il a 52% des voix, et ces 52% lui donnent, d'après la loi électorale en vigueur, 75% des sièges, soit 292 députés sur un total de 387 — et au Sénat tous les sièges moins 5. Et cela lui suffit. Le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir est « légalisé » par le peuple souverain. Vis-à-vis des financiers étrangers le gouvernement sera proclamé légal, et les emprunts qu'il aura obtenus devront être payés par la Roumanie.

Mais l'opinion européenne connaît la valeur de cette « légalisation » de la plus brutale des dictatures en Roumanie.

Ce serait pourtant une grave faute que de passer sans s'arrêter sur le résultat des élections. Car, quoiqu'il soit faux et falsifié, le résultat est pourtant plein d'enseignements.

Quel a été l'objectif principal du gouvernement ? Ecraser le parti paysan pour s'assurer ainsi la majorité. Car le parti paysan est aujourd'hui sans conteste le parti le plus populaire en Roumanie, le parti auquel l'écrasante majorité du corps électoral roumain donne sinon toute sa confiance, mais en tous cas son suffrage. La région où ce parti est le plus fort, où il a presque l'unanimité, c'est la Bessarabie. Viennent ensuite la Vieille Roumanie, la Dobroudja, et la Bukovine. Pour écraser le parti paysan, il fallait empêcher que la population de ces régions exprimât librement ses suffrages. C'est pourquoi la terreur a pris ici des formes et des proportions inconnues jusqu'à présent même en Roumanie. En Bessarabie et dans la Dobroudja — par-

tout, en Vieille Roumanie particulièrement dans la campagne, la liberté du vote a été supprimée. Les candidats, les délégués, les hommes de confiance de l'opposition ont été arrêtés pendant les élections, soumis à des bastonnades, et, dans les cas les plus favorables, chassés tout simplement des bureaux de vote, où ensuite les urnes ont été ouvertes avec la complicité des magistrats présidant aux élections. Les quelques bulletins de vote déposés dans les urnes par quelques électeurs qui, bravant le danger, ont pénétré dans les bureaux de vote, ont été déchirés et remplacés par des bulletins de vote préparés à l'avance par les agents du gouvernement.

En Transylvanie, le gouvernement a cherché par une autre manière à s'assurer la majorité. Il a d'abord corrompu une partie des leaders nationaux, escomptant ainsi de capter les suffrages des paysans roumains de Transylvanie. Puis, il a signé un pacte avec les seigneurs hongrois, les intellectuels carriéristes et les chefs des riches paysans allemands, pour capter ainsi les suffrages des paysans hongrois et allemands. Les coteries politiques minoritaires dirigées par ces seigneurs hongrois et ces politiciens minoritaires, à l'abri de la terreur qui réprimait tout mouvement de gauche parmi les minorités et favorisait les politiciens minoritaires réactionnaires, ont su maintenir sous leur influence et les masses paysannes minoritaires et la bourgeoisie minoritaire. Et, en effet, les élections ont montré comment le plus chauvin et le plus fasciste des gouvernements roumains a réuni, grâce à l'esprit politique arriéré des masses paysannes minoritaires, à la trahison des «chefs» minoritaires et à la passivité des démocrates roumains quant à la propagande parmi les minorités — 90% des voix minoritaires en Transylvanie.

Mais, par contre, dans les districts à populations roumaines en Transylvanie, le gouvernement a été battu — preuve éloquente de la manière dont le peuple roumain de la Transylvanie apprécie ses «libérateurs» de Bucarest. Les suffrages des paysans roumains et des travailleurs minoritaires de cette province, qui ont reconnu en les chefs des partis magyar et allemand des traîtres à leurs propres co-nationaux, ont fait que du total des voix en Transylvanie, le gouvernement n'a pas obtenu la majorité.

Si, cependant, sur le total des suffrages exprimés dans toute la Roumanie le gouvernement a obtenu une maigre majorité, cela est dû, comme nous l'avons dit, d'une part à la terreur, et d'autre part — malheureusement — aux suffrages de la paysannerie et de la bourgeoisie minoritaires.

Bien significatif dans le résultat de ces élections est encore le fait que les libéraux de M. Bratianou, maître de fait du pouvoir en Roumanie, n'ont pas même pu réunir 200.000 voix contre les $\frac{3}{4}$ de millions de voix réunies par l'opposition tsaraniste-nationaliste. Significatifs aussi, mais dans un sens contraire, sont les succès des fascistes-antisémites, qui ont réuni 125.000 voix dans le nord de la Moldavie et le sud de la Bukovine, régions à forte population juive. Le gouvernement a bien soutenu les fascistes, mais ce serait une illusion dangereuse que de croire que leurs succès résultent seulement de ce concours et non du fait que leur propagande a trouvé un écho parmi les paysans riches, la petite bourgeoisie et les intellectuels des villes.

Inutile de dire que contre les ouvriers la terreur a été particulièrement âpre. Ces derniers ont participé aux élections avec deux listes opposées, car le parti social-démocrate a refusé le front unique proposé par le Bloc ouvrier-paysan dénoncé par la bourgeoisie comme «bolchévik». Par conséquent, les 80.000 voix réunies sur ces deux listes, n'atteignant pas le minimum exigé par la loi, ont été comptées au gouvernement, qui a obtenu ainsi, sur le dos des ouvriers, 8 sièges en plus.

Résumons. La terreur électorale, le concours prêté ouvertement par la cour aux candidats avarescans, le fait que, aux côtés des gendarmes et des officiers, la magistrature s'est mise aussi ouvertement au service de la terreur et du faux — tout cela prouve que l'oligarchie est fermement décidée à maintenir et à renforcer son régime pour réduire au silence non seulement l'opposition révolutionnaire, mais même toute l'opposition démocratique ou paysanne qui, par la sympathie dont elle jouit chez les masses, peut soulever des difficultés au régime oligarchique d'exploitation et d'oppression. Les chefs actuels de l'opposition voient clairement qu'en face de la conspiration dynastique et oligarchique seul le soulèvement des masses peut être efficace. Mais ces chefs sont plutôt décidés à pactiser avec l'oligarchie qu'à se jeter dans une lutte contre elle, lutte qui comporterait des «risques».

Il est caractéristique dans ce sens que l'on parle de négociations d'entente entre nationalistes et avarescans, entre nationalistes et libéraux, entre tsaranistes et avarescans.

Il est significatif, encore, que les tsaranistes reconnaissent eux-mêmes leur impuissance, et leur seul mot d'ordre, maintenant, après les élections, est que le roi déclare ouvertement l'absolutisme et qu'il ne le masque plus du mensonge d'une fausse constitution. Mais de parole de lutte, de plan de lutte, de chemin pour sortir de cette situation — les tsaranistes n'en ont point. Et ils ne peuvent pas en avoir, parce qu'il n'y a qu'une seule voie, mais dans laquelle ils ont peur de s'engager : rompre avec la grosse bourgeoisie et avec le parti national, cesser toute

pactisation avec la cour, lutter pour la République et, dans ce but, réaliser le front unique de tous ceux qui souffrent, de tous ceux qui sont opprimés.

I. Mateescu

Le traité turco-bulgare

Le gouvernement Tsankoff envoya en Turquie, il y a deux ans et demi, un de ses meilleurs diplomates, S. Radeff, avec mission de négocier avec le gouvernement turc les conditions pour le rétablissement des relations normales entre les deux états. On pensait que ces négociations se termineraient bien vite ; elles se prolongèrent cependant bien longtemps. Elles furent aussi interrompues à maintes reprises. S. Radeff faisait constamment la navette entre Constantinople et Angora. Le traité rétablissant des relations amicales entre la République turque et le Royaume bulgare, attendu depuis si longtemps, fut enfin conclu le 18 octobre 1925.

La conclusion de ce traité fut accueillie avec enthousiasme par la presse gouvernementale bulgare, qui s'efforçait de la présenter comme un grand succès de Tsankoff. C'est que la situation de Tsankoff était déjà précaire. Tout le peuple bulgare était contre sa politique. Tsankoff sentait le besoin de se présenter devant l'opinion publique bulgare avec un «succès» quelconque.

Mais la nature de ce «succès» ne tarda pas à être connue. Le peuple bulgare et l'émigration thrace apprirent le texte de ce traité d'amitié. Ils comprirent que le gouvernement de Tsankoff avait accepté toutes les conditions du gouvernement turc, qu'il avait vendu les intérêts des émigrants et des réfugiés thraces afin de pouvoir raffermir sa situation dans le pays en l'assurant de la neutralité de la Turquie.

Des protestations s'élevèrent. La presse entière de l'opposition se déclara contre le traité. Les émigrants thraces en Bulgarie organisèrent des démonstrations et des meetings. Ils condamnèrent la conclusion de cet accord qui leur causait de graves préjudices et adressèrent des résolutions de protestation au gouvernement, au parlement, à différentes personnalités politiques, en exigeant, au nom des 200.000 émigrants thraces, la non-ratification de ce traité.

Le gouvernement Tsankoff ne prêta aucune attention à ces protestations. Il se disposait, au contraire, à demander à la Chambre la ratification de ce traité.

Ce fut à cette époque-là que Tsankoff se retira du pouvoir. Et le nouveau gouvernement des dictateurs militaires ne s'empressa pas de présenter le traité à la Chambre. Ces lenteurs provoquèrent le mécontentement du gouvernement turc et la presse gouvernementale turque exprima publiquement son étonnement de ce retard.

Mais voilà que vers la fin du mois dernier, Liaptcheff présenta inopinément le traité à la Chambre.

L'explication de cette attitude du gouvernement Liaptcheff vis-à-vis du traité conclu par son prédécesseur doit être cherchée dans la politique extérieure du nouveau gouvernement fasciste. Il suffit de rappeler que Liaptcheff présenta le traité à la Chambre précisément au moment où l'Angleterre entamait avec la Turquie des négociations pour le règlement de la question de Mossoul — et l'on comprendra aisément dans quelles eaux navigue le gouvernement actuel de la Ligue Militaire et par qui est dirigée sa politique extérieure.

* * *

Quelles sont les questions réglées par ce traité ?

Et comment sont-elles résolues ?

Le traité turco-bulgare est un traité dit d'«amitié». Il se compose de deux protocoles, d'une note et de la convention même d'établissement.

En vertu de ce traité, les relations normales sont rétablies entre les deux gouvernements ; les ressortissants turcs en Bulgarie et les ressortissants bulgares en Turquie jouiront des mêmes droits que les ressortissants des autres pays avec lesquels ces deux états ont conclu des accords analogues ; les marchandises importées de la Bulgarie en Turquie et vice-versa ne seront plus soumises à des droits d'exclusion comme c'était le cas jusqu'à présent. Le traité contient des clauses sur les rapports de ces gouvernements avec les minorités ethniques des deux pays. Il renferme aussi des clauses concernant l'émigration volontaire des Bulgares de la Turquie et des Turcs de la Bulgarie. Le point le plus important de ce traité est la légalisation des émigrés et réfugiés thraces en Bulgarie et la liquidation de leurs biens. Et ce qui est à souligner, c'est que le gouvernement bulgare a accepté toutes les exigences du gouvernement turc.

En vertu de ce traité, les Bulgares émigrés ou expulsés de la Thrace ne peuvent rentrer dans leurs foyers et perdent leurs droits de propriété sur leurs biens. La propriété de ces biens reste acquise à l'Etat turc. Or, le nombre de ces émigrés et réfugiés est d'environ 200.000. Leurs propriétés sont évaluées à environ 2.000.000 d'hectares de terres fertiles représentant une valeur d'environ 10 milliards de levass bulgares. La même clause est acceptée aussi par le gouvernement turc quant aux Turcs émigrés de la Bulgarie après 1912. Mais le nombre de ces anciens

citoyens bulgares est bien petit en comparaison avec celui des émigrés et réfugiés thraces, et ils possèdent de quatre fois moins de terres que ces derniers.

Le fait qui provoqua l'indignation des émigrés et des réfugiés thraces est que le gouvernement bulgare s'est arrogé le droit de traiter et de conclure des accords les concernant sans en avoir le mandat. Le gouvernement bulgare a d'ailleurs suivi toujours la même politique vis-à-vis des Bulgares des autres pays. Il traite aujourd'hui les émigrés et réfugiés thraces de la même façon dont il a traité les émigrés macédoniens, et dont il traitera demain les émigrés et réfugiés dobroudjanais, en concluant l'entente avec la Roumanie. Tous les gouvernements bulgares, mais surtout ceux de la Ligue Militaire, traitent les Bulgares des pays voisins comme des troupeaux de moutons dont ils peuvent disposer à leur gré, tout comme par exemple M. Liaptcheff dispose de ses actions dans des différentes entreprises de spéculation.

Le traité turco-bulgare fut accepté par l'Assemblée Nationale. Il fut voté non seulement par la majorité gouvernementale, mais aussi par les partis démocrate et national-libéral, ces mêmes partis qui se vantent sans cesse de lutter pour la défense des droits des Bulgares dans les Etats voisins. Les députés des partis socialiste et radical, ceux de l'Union agraire bulgare, et un député de la majorité gouvernementale, D. Yaneff, lui-même émigrant thrace, se déclarèrent contre le traité. Lors des débats, Liaptcheff prit la parole pour défendre le traité. Il reconnaissait le grand crime qu'il commettait envers les émigrés et réfugiés thraces en acceptant ce traité et sentait le besoin de justifier sa trahison des droits et intérêts de ces Bulgares thraces. Il déclara qu'il trouvait bien fondé le mécontentement de ces derniers, que l'expropriation de leurs biens l'indignait aussi, mais il se consola et s'empressa de consoler aussi les représentants de la nation en alléguant que les intérêts suprêmes de l'Etat imposaient la conclusion du traité. « La Bulgarie a besoin de calme et de bonnes relations avec ses voisins, déclara-t-il, et c'est pourquoi nous concluerons des accords avec tous nos voisins pour régler enfin les questions litigieuses existant entre eux et nous. » Par ces déclarations, Liaptcheff ne fit que dévoiler encore une fois la politique de son gouvernement, bien connue, d'ailleurs, par l'opinion publique bulgare — politique qui consiste à conclure des accords avec les Etats voisins évidemment sur la même base qu'avec la Turquie, c'est-à-dire de se servir des minorités bulgares en Serbie, en Grèce et en Roumanie pour affermir le pouvoir de la Ligue Militaire en Bulgarie.

Ce fut en vain que les députés de l'opposition démontrèrent à l'Assemblée que ce traité était moins favorable que celui

conclu avec la Turquie après la guerre perdue en 1913, que la question des droits culturels des minorités bulgares en Turquie n'y est pas du tout mentionnée, que le gouvernement de Tsankoff, et par la suite celui de Liaptcheff, ne fut pas traité d'égal à égal, qu'il s'est permis de disposer de choses dont il n'était point le maître : des droits et des intérêts de la population et des émigrés et réfugiés thraces.

Ce fut en vain que le député D. Yaneff déclara qu'en acceptant ce traité on sera forcé d'accepter ailleurs la même solution des questions des minorités bulgares.

Ce fut toujours en vain que la presse de l'opposition démontra que les réfugiés thraces ne désiraient point rester en Bulgarie, où ils vivaient dans la misère, qu'ils voudraient, au contraire, rentrer dans leurs foyers, que le gouvernement bulgare ne peut disposer de leurs biens en Thrace.

Au congrès extraordinaire de l'émigration thrace, du 16 mai dernier, convoqué pour prendre position contre le traité dont le gouvernement se disposait à demander la ratification à la Chambre, des protestations énergiques furent élevées contre cette spéculation du gouvernement bulgare au détriment des intérêts et des droits de l'émigration; il y fut déclaré que là n'était pas la juste voie pour acquérir l'amitié de la République voisine; mais tout cela fut en vain.

Mais le gouvernement Tsankoff, ou Liaptcheff, pouvait-il conclure un autre traité d'amitié avec la Turquie? Il faut répondre : non. Car, le gouvernement ture savait qu'il traitait avec un gouvernement faible qui ne jouit point de la confiance de son peuple et qui a besoin de conclure un pareil traité; aussi s'efforça-t-il de lui imposer ses conditions. Et il réussit.

La conclusion de ce traité ouvrira les yeux à ces émigrés et réfugiés qui considéraient jusqu'ici, naïvement, le gouvernement de la Ligue Militaire comme un gouvernement national. Ils verront que ce gouvernement ne songe même pas aux intérêts des émigrés et réfugiés thraces et de ceux des Bulgares en Thrace. Ce traité persuadera même les plus naïfs parmi les Thraces que les massacreurs du peuple bulgare en Bulgarie ne peuvent vraiment pas s'intéresser aux intérêts et aux droits des Bulgares en Thrace, ou n'importe où ailleurs; que ces assassins, au contraire, se servent de ces malheureux pour pouvoir continuer leur sanglante tyrannie.

Les émigrés, les réfugiés et la population thraces seront convaincus une fois de plus que c'est uniquement un gouvernement populaire en Bulgarie et dans les Balkans qui pourra défendre leurs intérêts, et qu'ils ne pourront vivre en Thrace en citoyens entièrement libres que dans le cadre de la Fédération Balkanique.

G. Kazanovsky

Le Mouvement en Europe contre la Terreur Blanche dans les Balkans Constitution d'un Comité de Défense à Londres

(De notre correspondant)

Londres, mai

Le coup d'état du 9 juin en Bulgarie qui a hissé la Ligue Militaire au pouvoir et a ouvert une ère de dictature sanglante, a péniblement impressionné l'opinion publique anglaise. Le Labour Party, les libéraux et même des conservateurs ont exprimé maintes fois leur indignation contre les procédés barbares du gouvernement Tsankoff, qui a étouffé les libertés constitutionnelles, foulé aux pieds les libertés humaines les plus élémentaires.

Le gouvernement Tsankoff s'est finalement écroulé sous le poids de ses crimes, et on a espéré un moment qu'avec la chute de Tsankoff le régime terreur prendrait également fin. Mais on s'est vite aperçu que Liaptcheff ne fait que continuer l'œuvre de son prédécesseur.

Comme on a la conviction ici que les Balkans ne cessent d'être un danger pour la paix européenne que lorsque dans ces pays s'établira une situation normale et que les dictatures, enclines toujours à des aventures, feront place à des gouvernements démocratiques — on a vivement ressenti la nécessité d'une lutte contre le fascisme balkanique.

Dans ce but, un comité a été formé, dont l'initiative a été prise par deux membres des plus en vue du Parlement : le colonel Wedgwood et Georges Lansbury, leaders éminents de l'Independent Labour Party.

Une réunion constitutive a eu lieu le 29 avril à la Chambre des Communes même, réunion à laquelle étaient convoquées une vingtaine de personnalités appartenant à toutes les nuances de l'opinion. C'était en pleine crise minière et à la veille du formidable conflit qui a abouti à la grève générale.

Malgré les circonstances si défavorables, de nombreuses personnalités avaient répondu à l'appel du colonel Wedgwood et de Georges Lansbury, notamment H. M. Brailsford, directeur du *New Leader*, l'un des représentants les plus remarquables du socialisme britannique, Mac Kinder, membre de la Chambre des Communes, qui avait été le témoin oculaire des atrocités commises par le gouvernement Tsankoff

au lendemain de l'attentat de la cathédrale, Dr Marion Philipps, la militante bien connue, qui faisait également partie de la délégation laboriste en Bulgarie, le major Graham Pole, Mrs Malone, Canon Lewis Donaldson, H. Dore du *Manchester Guardian*, etc.

Des chefs du monde travailliste, tels que James Maxton et Fenner Brockway, respectivement président et secrétaire de l'Independent Labour Party, Bromley, membre du Parlement, Arthur J. Cook, secrétaire de la Fédération des mineurs, et d'autres éminentes personnalités y ont donné aussi leur adhésion.

La réunion a élu le colonel Wedgwood président et Mrs Malone, secrétaire.

Le colonel Wedgwood, président du Comité, est connu pour son esprit hautement humanitaire et l'énergie qu'il met toujours à défendre la cause des opprimés. Au sujet d'un emprunt à accorder au gouvernement Liaptcheff il a posé, à la séance parlementaire du 11 avril à M. Chamberlain la question suivante :

« Avant d'approuver un emprunt à accorder au gouvernement bulgare, sous les auspices ou par l'approbation de la Société des Nations Mr Chamberlain ne voudra-t-il pas demander au ministre britannique de la loi civile dans ce pays, l'octroi d'une amnistie pour les détenus politiques, et un contrôle sur la dépense de la somme qui serait prêtée au gouvernement bulgare afin d'en assurer l'emploi pour les réfugiés et d'empêcher que le gouvernement bulgare se serve de l'emprunt pour maintenir les forces augmentées de la police ? »

Voici les débats qui se sont déroulés à la suite de cette question :
Sir A. Chamberlain : « Si un emprunt pour les réfugiés est accordé à la Bulgarie sous la garantie de la Société des Nations, c'est à cette dernière d'en stipuler les conditions et l'emploi de l'argent ; mais je pense que si un tel emprunt est accordé, il le sera exclusivement pour les réfugiés. »

Le col. Wedgwood : « Si un tel emprunt est accordé, le représentant britannique exigera-t-il le rétablissement de la loi civile et l'amnistie pour les 1200 prisonniers politiques ? »

Sir A. Chamberlain : « Je ne pense pas que le Conseil de la Société des Nations veuille essayer d'exercer un contrôle sur les affaires intérieures du pays qui reçoit cet emprunt. »

Le col. Wedgwood : « M. le Secrétaire d'Etat ne voudra-t-il pas demander au ministre britannique à Sofia s'il ne serait pas possible de faire certaines améliorations sous ce rapport et de les faire dépendre de notre appui à accorder à l'emprunt ? »

Sir A. Chamberlain : « Non. »

Nous sommes sûr que le Comité, malgré les difficultés de toutes sortes qui se dressent contre lui, déploiera une activité de plus en plus énergique pour alléger le sort des malheureuses populations balkaniques, car le régime que ces populations subissent est une honte pour l'humanité !

Charles Martin

L'impérialisme italien dans les Balkans

Les pays balkaniques ont toujours été le champ où se rencontraient et s'entrecroisaient les intérêts des grandes puissances impérialistes. Avant la guerre, c'était l'impérialisme des puissances centrales qui était prédominant dans les Balkans. Après la guerre, la péninsule balkanique devint l'objet de la concurrence des impérialismes anglais et français. Ce fut sous l'influence de l'impérialisme français que se constitua la Petite Entente, tandis que la Grèce, et dans les dernières années la Bulgarie, se transformaient en des instruments de la politique de l'impérialisme anglais. Les antagonismes d'intérêts des bourgeoisies balkaniques ont toujours et perfidement été exploités par les grandes puissances pour exciter les états balkaniques les uns contre les autres, pour pousser les peuples balkaniques sur la voie des conflits latents, des hostilités permanentes, des armements et des guerres.

Mais, ces derniers temps, aux côtés de la France et de l'Angleterre, une troisième puissance a fait son apparition dans la péninsule, commençant à y ourdir et à y développer de nouvelles intrigues impérialistes : l'Italie.

L'impérialisme italien n'est pas nouveau, ni inconnu, dans les Balkans ; mais jusqu'à présent ses intrigues — et ses appétits — ne s'étendaient que sur une bande restreinte du littoral méditerranéen : sur l'Albanie et sur la Grèce. Aujourd'hui, l'impérialisme italien se prépare visiblement à une politique expansionniste et active dans toute la péninsule balkanique, encouragé d'une part par l'affaiblissement de la force de l'impérialisme français, et poussé d'autre part par la nécessité de canaliser vers l'extérieur les difficultés internes du régime fasciste.

La nouvelle politique expansionniste de l'impérialisme italien n'a pas encore pris de forme précise, concrète ; elle n'a pas encore adopté une ligne déterminée, ni choisi comme point d'appui un groupe balkanique précis. L'impérialisme italien n'en est encore qu'à sonder le terrain. Il soupèse et mesure les intérêts différents des bourgeoisies, cliques et dynasties qui dominent dans les Balkans pour voir où sa politique d'intrigues impérialistes lui apporterait les plus gros avantages. Cette politique d'intrigues, l'impérialisme italien la poursuit pour le moment dans tous les états balkaniques à la fois. Alors qu'il est lié à la Yougoslavie par des traités dits « d'amitié », il organise contre la Yougoslavie de forts points d'appui en Albanie, points d'appui non seulement politiques et financiers, mais aussi stratégiques et militaires. Parallèlement à sa politique « pacifique » et « loyale » vis-à-vis de la Yougoslavie, l'impérialisme italien cherche à effacer du souvenir de la bourgeoisie grecque l'humiliation de Corfou et, ne s'engageant encore en fait à rien, il essaie de donner à la dictature militaire d'Athènes l'illusion qu'elle pourrait compter sur l'aide de l'Italie dans sa résistance contre les visées serbes sur Salonique. En Bulgarie, l'impérialisme italien cherche à profiter de l'hostilité de la bourgeoisie bulgare contre les bourgeoisies yougoslave et grecque.

Et voici que l'impérialisme italien vient de franchir le Danube pour essayer de s'implanter en Roumanie. Agissant avec la traditionnelle astuce méridionale même envers cette « sœur latine », l'Italie a fait miroiter devant les yeux de l'oligarchie roumaine une solution favorable de la question de la Bessarabie et d'un emprunt extérieur, questions qui tiennent particulièrement au cœur des boyards roumains.

L'impérialisme italien sait combien ardemment l'oligarchie roumaine désire que la possession de la Bessarabie lui soit garantie et quel prix la Roumanie attache à ce que l'Italie ratifie le rapt de cette province et qu'elle assure aux banquiers et aux grands-propriétaires roumains l'oppression et l'exploitation des trois millions de Bessarabiens. Aussi, profitant du changement ministériel en Roumanie et des relations personnelles qu'a en Italie le général Averesco, les intrigues de la politique italienne ont pris comme objet la question de la ratification par l'Italie du traité reconnaissant « l'union » de la Bessarabie avec la Roumanie, ratification sans laquelle le traité est nul.

L'Italie a, bien entendu, trop d'intérêts, et d'intérêts trop importants, engagés avec l'Union Soviétique pour pouvoir prendre vis-à-vis de la Roumanie dans cette question européenne des engagements antirusses. Mais la politique italienne ne songe même pas pour le moment à s'engager positivement dans une voie déterminée dans les Balkans. Il lui suffit à présent de créer des illusions, d'exciter des appétits et des espérances, pour pouvoir ensuite manœuvrer à sa guise. Par conséquent, et malgré tous les bruits provocateurs lancés par la diplomatie roumaine, l'Italie, sans prononcer dans cette question un « non » décidé, a évité de dire aussi « oui », laissant ainsi ouverte une petite porte pour des manœuvres futures.

La seconde amorce que la politique italienne a jeté dans les eaux roumaines a été la promesse d'un emprunt. L'économie roumaine se débat dans une grave crise qu'elle ne saurait surmonter qu'à l'aide

de prêts extérieurs. Mais, alors que les émissaires de l'oligarchie roumaine sont éconduits à Londres et à New-York, voici l'Italie qui vient à la rescousse et qui, « dans le désir de nouer plus étroitement les liens de sympathie et de réciproque entente » (comme le proclame la note officielle), s'offre pour soutenir un emprunt roumain sur le marché italien. Et cela au moment où précisément le lei dégringole avec une vitesse déconcertante et où le crédit roumain paraît plus compromis que jamais !

Mais l'impérialisme italien fait payer cher sa « sympathie » et son « amitié ». En effet, l'emprunt total offert est de 200 millions de liras, au cours d'émission d'au-dessous de 90 et à des intérêts d'au-dessus de 10%, ce qui fait que même la Roumanie officielle avoue que, pour le malheureux budget de l'Etat, ce sont des conditions « assez lourdes ». * Ajoutons que le gouvernement roumain ne reçoit pas un centesimo en ses mains, la moitié de l'emprunt devant servir à couvrir le coupon roumain en Italie, et l'autre moitié à ... acheter des marchandises en Italie.

Si nous considérons encore qu'au moment où l'Italie manœuvrait de la sorte pour la question de la Bessarabie et celle de l'emprunt, la Roumanie avait le grand honneur de recevoir la haute visite de M. Batistini, grand-maître des cérémonies du fascisme italien et l'un des amis les plus intimes de Mussolini, — c'est alors que nous pouvons apprécier pleinement quelles sont les intentions secrètes de l'impérialisme italien vis-à-vis de la Roumanie, et dans les Balkans en général.

L'ingérence de plus en plus insistante de l'Italie dans les intrigues impérialistes balkaniques signale de nouveaux périls pour les peuples des Balkans. Les « attentions » et les « sympathies » des impérialismes, d'où qu'elles soient venues, ont toujours fait éclater dans les Balkans des conflits et des guerres. Mais les peuples balkaniques ont assez de la guerre et c'est avec de très fortes appréhensions qu'ils regardent les menées du nouvel intrigant impérialiste dans leur péninsule si douloureusement éprouvée.

I. Mateescu

La politique économique et financière de Yougoslavie

Depuis la proclamation de l'union, le parti radical avec de courtes interruptions sans importance, considère le ministère des finances comme son propre domaine et, par son empire sur les fonctionnaires et sur l'administration de la Banque Nationale il exerce une influence décisive sur tout le système économique du pays, disposant des crédits et de la circulation monétaire.

Si nous ne tenons pas compte du court exercice des ministres démocrates Voya Velkovitch, Kosta Kumanudi et du mahométan Spaho, nous pouvons dire que les radicaux se trouvent presque sans interruption à la tête du ministère des finances : d'abord Momtchilo Nintchitch, puis Velizar Jankovitch, Dragoutin Koyitch, Milan Stoyadinovitch, Ninko Peritch. Le trait caractéristique de cette politique économique a été et est la favorisation de la partie serbe de l'Etat, en premier lieu des magnats des banques, des politiciens radicaux, de la bourgeoisie radicale. L'inégalité des impôts dans le pays doit rappeler toujours aux contribuables qu'il y a dans cet Etat des vainqueurs et des vaincus. La politique ferroviaire favorise les régions serbes au détriment des intérêts généraux du pays. De la fortune nationale, des énormes sommes sont dépensées, gaspillées pour la construction de voies ferrées improductives ne servant qu'à des buts militaires. Les constructions ferroviaires les plus nécessaires sont négligées si elles ne sont pas exigées par les intérêts locaux des radicaux. L'inégalité de l'imposition est si grande et si manifeste qu'un député de la majorité gouvernementale déclarait ouvertement lors de la discussion du budget à la Chambre que cette politique fiscale est indispensable, car autrement l'Etat serait privé de la moitié de ses revenus. Une grande partie des revenus de l'Etat est dépensée pour les traitements des fonctionnaires et des officiers, et ces fonctionnaires et officiers sont recrutés dans les rangs des radicaux. Et ainsi, un énorme nombre de créatures, ne possédant pas les moindres connaissances professionnelles, pillent la Caisse de l'Etat, grâce aux radicaux, et pour le malheur du peuple.

Un examen critique détaillé de la politique officielle économique et financière des radicaux nous mènerait trop loin. Nous nous bornerons aujourd'hui à des observations de caractère général.

* Avant de mettre ce numéro sous presse nous apprenons que les conditions de l'emprunt sont plus mauvaises encore : le cours d'émission sera de 85%, les annuités pour les deux premières années seront soustraites, ainsi que le premier versement pour l'achat de sous-marins — de sorte qu'il reste des « 200 millions » un peu plus de 100 seulement.

Nous relèverons d'abord deux discours très caractéristiques prononcés ces jours derniers en présence du ministre des finances Ninko Peritch par deux hommes qui connaissent à fond la vie économique du pays : S. D. Alexander, président de l'Union industrielle, et Vladimir Arko, président de la Chambre de commerce de Zagreb. Tous deux commerçants sérieux et expérimentés, hostiles à toute idée révolutionnaire, champions bien connus de l'unité étatique et nationale yougoslave et hors de tout soupçon d'être des éléments séparatistes désireux de voir tout noir et de susciter des conflits ou des troubles.

S. D. Alexander a exprimé les idées suivantes : Nous nous trouvons en pleine crise économique. Depuis 1924, notre industrie, notre commerce et nos banques, et depuis 1925 notre agriculture se trouvent en face de grosses difficultés. Les prix ont baissé en général. Nous devrions tenir tête à une violente concurrence sur le marché mondial, et nos méthodes de production sont toujours encore extensives et primitives. Nous sommes un pays rural et il y aurait encore de l'espoir que les facteurs compétents viennent enfin à la raison et cherchent les mesures nécessaires pour prévenir que la grave situation économique du pays devienne catastrophique. Si nous examinons la situation et le développement de nos affaires économiques, nous devons arriver aux conclusions suivantes : Un grand nombre de nos entreprises ont été obligées à restreindre la production, à licencier des ouvriers et des employés, ou à arrêter entièrement leurs travaux. D'autres, également en grand nombre, ont des difficultés à faire face à leurs engagements. D'où les nombreuses faillites, la crise de chômage. Le nombre des sans-travail a atteint le chiffre de 50.000, et les employés licenciés s'évertuent à gagner leur pain au jour le jour.

Les causes de cette situation précaire doivent être cherchées en premier lieu dans les lourds impôts, taxes, etc. tant directs, par la trop lourde imposition des différentes entreprises, qu'indirects par les taxes de consommation, les monopoles, les droits de douane, etc. ; ainsi les frais de production ont fort augmenté et la capacité d'achat de la population a diminué. Il est évident qu'à la suite des charges fiscales toute la vie économique du pays sera inévitablement anéantie. L'Etat a toujours recouru à des douzièmes provisoires, ne présente pas les comptes définitifs. Le taux d'intérêt de 15% rend impossible toute activité de l'industrie, vu que tous les états voisins ont des taux d'intérêt inférieurs et l'emportent dans la concurrence. Dans les questions commerciales et douanières il n'existe absolument pas de système. Le nombre des traités commerciaux devra être agrandi pour relever notre exportation paralysée. Il est d'une importance primordiale de stabiliser notre politique douanière afin d'empêcher les incessants changements et innovations qui rendent impossible tout calcul. Etant un pays agricole, nous devons chercher à écouler nos produits ruraux ; voilà pourquoi il faudra régulariser les cours des fleuves et agrandir les ports ou en construire de nouveaux. La stabilité dans la vie économique est dans le commerce un principe de sécurité au moins aussi important que la stabilité monétaire.

Le président de la Chambre de commerce de Zagreb Vladimir Arko a critiqué en des termes également violents la politique économique du gouvernement, en présence de Ninko Peritch, ministre des finances. Il a dit, entre autres : *Toutes les idées visant à développer le bien-être général ont été jusqu'à présent négligées par les facteurs compétents. Nous demandons la possibilité d'un travail normal et une sincère et honnête politique économique.* Tous nos maux proviennent de la mauvaise administration de l'Etat et du système des impôts absolument inadéquat et qui signifie non seulement la ruine du contribuable mais la favorisation d'une partie de l'Etat au détriment de l'autre.

La réponse du ministre royal Ninko Peritch à ces accusations si graves de deux industriels éminents fut : Un toast à la santé du roi et une communication excessivement confuse d'après laquelle la loi sur l'uniformité des impôts serait bientôt présentée à la Chambre et que dans la politique monétaire on maintiendrait, d'accord avec la Banque Nationale, les méthodes pratiquées jusqu'ici en vue de la stabilisation du dinar.

Ces jours-ci, où nous assistons à la chute catastrophique du franc français et du franc belge, où nous voyons que la stabilité de la lire italienne commence également à être compromise, notre ministre des finances n'est nullement inquiet par le fait que malgré la stabilisation du dinar les prix haussent continuellement et que la force d'achat de la monnaie yougoslave devient à l'intérieur du pays chaque jour plus faible ! Il ne s'aperçoit point que la Belgique et l'Italie, qui sont économiquement à coup sûr mieux situées que la Yougoslavie, souffrent aujourd'hui de la dépréciation de leurs monnaies depuis longtemps stabilisées, et il laisse tromper et exploiter le peuple en maintenant artificiellement le cours actuel du dinar ! La Banque Nationale intervient journellement dans les Bourses yougoslaves et jette sur le marché d'importantes quantités de devises étrangères pour empêcher la hausse des changes étrangers et la chute du dinar. Et comme il n'existe pas de chances de rendre subitement actif le bilan commercial, on doit se demander à juste titre combien de temps encore la Banque Nationale pourra exercer son activité d'intervention.

Les réserves en devises étrangères de la Banque Nationale ont depuis l'année dernière diminué de plus de 700 millions de dinars et ne représentent plus aujourd'hui que 40% de l'état de septembre dernier. Le 15 septembre 1925, ces réserves se montaient à 1250 millions de dinars ; le 30 avril 1926 elles n'étaient plus que de 645 millions de dinars.

Il est clair que si les réserves en devises étrangères de la Banque Nationale doivent diminuer encore, les interventions de cette Banque subiront un arrêt, et le dinar suivra le chemin de tant d'autres monnaies insuffisamment soutenues. Ces réserves pourraient encore diminuer de 500 millions, si les exportations et les importations restent stationnaires.

Tout ceci n'empêchera pas les radicaux de continuer leur politique néfaste, de s'enrichir d'abord eux-mêmes, et ensuite leurs acolytes ; de poursuivre leur politique fiscale sans pitié, sans considération de possibilités économiques. Les projets budgétaires continueront à demander de grosses sommes pour des choses improductives et épouvantablement chères. Les revenus réguliers continueront à financer les constructions de chemins de fer politiques et stratégiques sans considérer si ces constructions sont nécessaires ou rentables. On attendra longtemps encore l'égalisation des impôts, et chaque nouveau ministre des finances pourra constater, que le poids des impôts a dépassé le maximum de la capacité du contribuable.

Mais jusqu'à quand ?

Zenko Petritch

Que se passé-t-il dans la Ligue militaire en Bulgarie ?

Il existe depuis longtemps deux courants dans la Ligue Militaire en Bulgarie. Ils se distinguèrent à la veille de la chute de Tsankoff. Une partie des officiers mécontents de ce dernier et des députés avec en tête le chef de la Ligue, le général Volkoff renversèrent le gouvernement Tsankoff grâce à la collaboration du roi Boris, du chef actuel du gouvernement Liaptcheff, et de ses amis dissidents du parti démocratique. Liaptcheff obtint l'appui de quelques-uns des leaders de la Ligue Militaire comme le général Rousseff et le colonel Kalkoff, actuellement ministres, mais il n'était pas convaincu de la sincérité du roi Boris par rapport à ce conflit. Avant de se retirer du pouvoir, Tsankoff essaya à deux reprises d'obtenir l'assentiment du roi pour dissoudre la Chambre ; il lui fut cependant refusé. A la fin de décembre dernier lorsque Tsankoff fut blâmé à la Chambre, il quitta la séance en proférant des menaces ; mais il ne réussit pas, cette fois non plus, à obtenir la dissolution de la Chambre. Tsankoff s'en alla et Liaptcheff de concert avec le général Volkoff, forma le nouveau gouvernement. Liaptcheff se vit obligé de prendre comme ministres quelques députés du groupe de Tsankoff, car celui-ci disposait de 30-40 voix de la majorité parlementaire. Les colonels K. Guéorguieff, St. Vassileff et le professeur Kouleff entrèrent dans le Cabinet Liaptcheff. Aucune rupture n'eut lieu dans la Ligue. Elle continuait son œuvre exécrable, en dépit des luttes intestines qui menaçaient son unité. Les apparences furent sauvées. Tsankoff lui-même obtint la plus haute fonction dans un pays parlementaire : la présidence de la Chambre ; Liaptcheff exprima publiquement sa reconnaissance pour ses « mérites envers la patrie bulgare ».

Les luttes continuèrent cependant dans la Ligue Militaire. Celle-ci dirigeait la majorité gouvernementale au Parlement. Tsankoff ne cessa pas d'agir contre Liaptcheff-Volkoff. Il s'efforça il y a 2-3 mois d'obtenir la collaboration de Malinoff, chef du parti démocrate contre Liaptcheff mais il ne réussit pas. Ces derniers temps il eut recours à d'autres procédés pour renforcer son influence dans le gouvernement et s'emparer éventuellement à nouveau du pouvoir. — On sait que quatre groupes et fractions politiques font partie du parti gouvernemental : le parti national-progressif de Bouroff et de Daneff, les dissidents du parti démocrate dirigés par Liaptcheff et Molloff ; ceux du parti radical avec Naïdenoff, Fadenhecht et P. Todoroff ; et enfin l'Entente Nationale avec Volkoff et Tsankoff. Tous les dirigeants de la Ligue Militaire font partie de cette dernière. C'est que l'Entente Nationale et la Ligue Militaire étaient et sont une même organisation, seulement la première était légale, tandis que la seconde une organisation conspirative. Tsankoff convoqua à une Conférence, il y a quinze jours, tous les députés membres de l'Entente Nationale. Le but qu'on se proposait fut de serrer ses rangs et de prendre des résolutions pour renforcer l'influence de ce groupe dans le gouvernement. Cela eut lieu publiquement. Les journaux en parlèrent. Le journal *Zora*, organe de Liaptcheff, mène surtout une campagne depuis des mois contre Tsankoff et révèle ses intrigues contre le Cabinet Liaptcheff. Simultanément avec cette manifestation publique contre Liaptcheff, Tsankoff essaya de préparer un nouveau coup d'Etat. Une grande nombre des membres influents de la Ligue Militaire tels que le général Rousseff et les colonels Kalkoff, St. Vassileff et K. Guéorguieff lui prêtent leur concours. Il semble aussi que certains chefs militaires soutiennent cette nouvelle action de Tsankoff. Ayant appris à temps les intentions de Tsankoff et de ses amis, Liaptcheff et Volkoff écartèrent quelques-uns de ces chefs. Le chef de l'Etat-major de l'armée fut congédié ; certains chefs militaires furent déplacés et obtinrent d'autres postes de commandement dans l'armée.

La presse a vivement commenté ces changements dans le commandement de l'armée. Dans les journaux étrangers, et particulièrement dans le *Times* on put lire que ces changements

étaient d'un caractère politique. L'organe de M. Malinoff, le *Znamé* écrivait il y a une semaine :

« Des bruits couraient que des talents méconnus ont essayé de faire de la politique et une carrière personnelle, par l'armée. On ajoutait que certains parmi les héros du 9 juin 1923 tendaient à éterniser le système du coup d'Etat. »

Le plan d'un nouveau coup d'Etat fut déjoué. Liaptcheff et Tsankoff démontrent maintenant à nouveau qu'un parfait accord règne entre eux. Aussi assistèrent-ils avec leurs états-major à l'ouverture du club de l'Entente Démocratique à Lom. Ils y prononcèrent des discours sur la puissance du parti gouvernemental et sur « l'harmonie » qui y règne. De pareilles manifestations n'ont pas lieu pour la première fois. Le peuple bulgare est témoin de manifestations beaucoup plus bruyantes organisées dans le but de manifester l'unité dans l'Entente Démocratique, à Sofia, à Roussé, à Gabrovo et ailleurs. Cependant les luttes de coteries continuaient dans le parti gouvernemental.

Ces luttes ne cesseront pas ; Tsankoff et ses amis ne peuvent se calmer à l'idée que des massacres ne s'accomplissent plus comme auparavant. Ils craignent qu'avec l'affaiblissement de la terreur et des massacres une situation peut se faire jour dans le pays, où le pouvoir glisserait des mains de la Ligue Militaire. Aussi ne se font-ils pas d'illusions qu'en ce cas il faudra répondre devant le peuple bulgare de leurs abominables crimes. De là les efforts de Tsankoff et de ses amis de renverser Liaptcheff et de rétablir à nouveau leur règne sanglant.

De leur côté, Liaptcheff, Volkoff et le roi Boris se rendent mieux compte de la véritable situation du pays. Dans l'intention de sauver la dynastie et le régime de la dictature militaire, ils veulent mener une politique moins sanglante et moins brutale que celle de Tsankoff, c'est-à-dire une politique qui correspond mieux aux intérêts de la bourgeoisie spéculatrice. Afin de sauver le système du gouvernement en Bulgarie, le gouvernement Liaptcheff fut obligé, sous la pression du mécontentement du peuple travailleur bulgare et sous celle du monde ouvrier et de l'opinion publique avancée de l'Europe — d'arrêter les massacres auxquels les assassins à la solde de Tsankoff avaient habitude la malheureuse Bulgarie. Par ce moyen, ce gouvernement s'efforce de démontrer dans le pays, de même qu'à l'étranger par ses agents, qu'un changement a eu lieu dans sa politique intérieure. En réalité il n'en est pas ainsi, car sous Liaptcheff comme sous Tsankoff, en Bulgarie il n'existe pas de garantie pour la vie des citoyens. La liberté de presse, des réunions, de coalition et de la parole, n'y existent pas. Le parti communiste et l'Union agrarienne bulgare sont mis hors la loi. La loi pour la défense de l'Etat est encore en vigueur puisqu'on condamne toujours des ouvriers, des paysans et des jeunes gens à mort et à de longues années de cachot. Environ 4000 émigrants bulgares sont poursuivis pour des délits politiques. Les violences et la terreur continuent sans cesse. On tue des émigrants qui retournent à leurs foyers, de même que d'autres adversaires politiques.

En un mot, même sous Liaptcheff le peuple bulgare vit sous le régime de la terreur et des violences, sous le régime de la dictature militaire, avec l'unique différence que les massacres en masse ont cessé.

Il n'y a pas de doute que les luttes dans la Ligue Militaire continueront. On ne pourrait prévoir la fin de ces luttes de coteries ; mais on peut affirmer positivement que si le peuple travailleur bulgare manifeste une plus grande résistance dans sa lutte contre la dictature fasciste et si les ouvriers européens et l'opinion publique avancée renforcent encore plus leur lutte contre le régime de la Ligue Militaire en Bulgarie, ce régime prendra d'autant plus vite fin, entraînant dans sa chute ses représentants, qu'ils s'appellent Tsankoff et Rousseff ou Liaptcheff et Volkoff.

D. Vladislavoff

Les élections communales en Dalmatie

Le 16 mai dernier ont eu lieu en Dalmatie les élections communales. Ce sont les premières élections communales de cette province après sa « libération » en 1918. Pendant sept années, les commissaires du régime de la Grande-Serbie ont régné dans le pays avec comme tâche d'y créer par la violence et la corruption une majorité pour les partis panserbes.

Ce plan a échoué.

Les élections communales ont confirmé les résultats de plusieurs élections parlementaires : les partis panserbes restent en minorité. Les différents partis croates ont réuni 55.000 voix, les partis serbes 37.000 voix.

Ce sont les premières élections après la capitulation de Raditch, et elles devaient montrer le degré d'influence des partis Raditch et autres sur le peuple et, en premier lieu, sur la paysannerie. Ces élections y ont donné une réponse nette et précise.

Elles ont démontré que la capitulation de Raditch a désillusionné et rendu passifs un grand nombre de paysans, de petits artisans, etc. Alors qu'aux élections précédentes 75—85% des électeurs avaient effectivement participé, le pourcentage de la participation a été maintenant de 50 à 55. A Imotski, grande

commune paysanne avec 48.000 habitants, moins de 50% des électeurs ont participé aux élections (6424 électeurs sur 13.000). A Split (Spalato), capitale de la Dalmatie, où la lutte électorale a été particulièrement âpre, 52% seulement des électeurs ont voté. La capitulation de Raditch a donc affaibli la résistance de la nation croate ainsi que les fortes positions qu'elle occupait.

Mais malgré que le parti paysan croate (de Raditch) ait perdu un très grand nombre de voix, il est quand même resté le parti relativement le plus fort, ayant réuni 43.000 voix sur 98.550.

Voici comment les voix se répartissent sur les divers partis (en chiffres ronds) :

Parti paysan croate (Raditch)	43.000
Radicaux (Pachitch)	22.000
Démocrates indépendants (Pribitchevitch)	8.300
Différents groupes croates	5.000
Parti populaire croate (cléricaux)	4.600
Groupes locaux (sans parti)	3.800
Union des paysans serbes	3.500
Union des ouvriers et des paysans (communistes)	3.200
Démocrates (Davidovitch)	3.150
Fédéralistes croates (Troumbitch)	2.000
	total 98.550

Dans 33 des 75 communes, le Parti paysan croate a la majorité absolue à elle seule, et dans 12 autres communes elle l'a ensemble avec d'autres partis croates. A Split les groupes croates ont la majorité absolue avec les communistes. Dans toutes les villes du littoral le Bloc panserbe est resté en minorité. Il n'a pu obtenir la majorité que dans 9 communes du pays.

Les élections ont montré que la majorité des paysans croates croit toujours encore que la capitulation de Raditch n'avait été qu'une manœuvre tactique, et qu'elle ne signifiait nullement un changement de sa politique.

On a remarqué chez les électeurs serbes qu'une partie des partisans des radicaux ont passé dans le camp de Pribitchevitch, l'apôtre du fascisme en Yougoslavie.

Le succès électoral des communistes à Split a causé une grande surprise.

Les élections dans cette ville ont donné les résultats suivants :

	voix	sièges
Communistes	1367	10
Bloc bourgeois (radicaux, Davidovitchiens)	1249	10
Troumbitch	1177	8
Raditch	971	7
Pribitchevitch	556	5
Parti populaire croate (cléricaux)	250	1

Le *Vremé* de Belgrade, organe du Ministère des Affaires Etrangères, a publié les résultats des élections sous la manchette : « De tous les partis, ce sont les Raditchiens qui ont eu le plus de succès ; à Split, ce sont les communistes qui ont vaincu. »

Les journaux croates ont accueilli cette victoire avec sympathie, en soulignant la lutte active des communistes contre l'hégémonie panserbe. Les nouveaux conseillers municipaux communistes ont proposé la coopération aux Raditchiens et aux Troumbitchiens. Les Raditchiens se montraient disposés à entamer des pourparlers. Les Troumbitchiens ont décliné cette proposition. Troumbitch a, au contraire, forgé derrière les coulisses un tout autre plan avec les radicaux. D'accord avec ce plan, le gouvernement a en premier lieu annulé les mandats ouvriers en invoquant la loi pour la défense de l'Etat — bien que cette loi réactionnaire ne prévoit une telle annulation que pour des « membres du parti communiste », ce qui n'a pu être démontré pour aucun des conseillers municipaux ouvriers. Troumbitch a ensuite formé une coalition avec le Bloc serbe ; mais après l'annulation des 10 mandats ouvriers, cette coalition n'a qu'une majorité fictive. Troumbitch a agi ainsi, bien que les trois partis croates aient eu la majorité dans le Conseil Municipal. Pourquoi donc a-t-il seindé la majorité croate ? Parce qu'il voulait avoir plutôt une majorité des seigneurs avec les panserbes qu'une majorité croate avec les paysans et les ouvriers.

Le *Hrvat*, organe du parti de Troumbitch, du 5 juin, avoue cyniquement ce projet en écrivant : « La bourgeoisie ne le regrette point (c'est-à-dire : ne regrette point la scission du front croate — N. D. L. R.) ; parce qu'elle est convaincue que la présence des Raditchiens au Conseil Municipal ne pourrait point être de quelque profit pour Split. »

Ce qui s'est passé à Split est peut-être une préparation de terrain pour une nouvelle coalition à Belgrade des radicaux, des Davidovitchiens, des Troumbitchiens, etc.

Le commissaire gouvernemental Dr. Ivo Tartaglia a été élu maire de Split. Comme si rien n'avait changé et que tout était resté comme auparavant. Mais tel n'est pas le cas. Les luttes politiques des dernières années et les dernières élections communales ont enrichi de bien des expériences la nation croate, et ces expériences-là sont les conditions préliminaires de la victoire finale.

L'exclusion de Raditch du gouvernement, le pacte des radicaux et de la cour avec Troumbitch, et plusieurs autres faits similaires montrent que la tentative de Raditch de collaborer avec la

monarchie et les radicaux fait naufrage. Les paysans croates et la nation croate ne peuvent réacquiescer leurs droits que dans la lutte contre la monarchie et les radicaux.

Les élections dalmates signifient un pas de plus vers la libération du peuple croate. Aussi, le chef des radicaux dalmates, le Dr. Uroš Desnica, pousse avec raison des plaintes dans le journal radical *Država*, de Split, du 29 mai dernier : « Il est inutile de se leurrer : dans les élections communales en Dalmatie ont été vaincus et le parti radical, et l'ordre social actuel. »

Et en effet, le système panserbe-monarchiste de la Yougoslavie ainsi que tous les partis qui l'appuient ont été battus dans ces élections.

J. Zantloch

Sauvez les Bessarabiens!

L'Association des Emigrés Bessarabiens en France a adressé un émouvant appel au Congrès socialiste de Clermont-Ferrand. Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a organisé un imposant meeting de protestation contre les crimes du gouvernement roumain en Bessarabie. M^{me} Irma Meille, déléguée par la Société de Secours aux Juifs « Joint » rapporte de son voyage en Bessarabie des récits effroyables de la famine qui y sévit.

C'est que la situation en Bessarabie est devenue tragique au plus haut degré.

Depuis l'annexion brutale par la Roumanie, en 1918, de la Bessarabie à l'insu et contre la volonté du peuple, la Bessarabie est traitée par la soldatesque roumaine pas même comme un pays envahi, mais comme un pays devant être dépeuplé. « En Bessarabie, comme dans les autres provinces qui lui ont été livrées par les traités impérialistes de 1919, le gouvernement roumain s'efforce de supprimer les minorités nationales : la terreur, les massacres, la famine, l'émigration surtout doivent le débarrasser de ceux qui, dans la « grande Roumanie » de la victoire du Droit, se permettent de n'être pas roumains — c'est en ces termes que l'*Humanité* de Paris décrit la situation dans ce malheureux pays, et le tableau qu'elle nous présente n'est malheureusement que trop exact.

Depuis le 25 novembre 1918, depuis qu'en cette séance de nuit, la question n'ayant même pas été inscrite à l'ordre du jour, par un simulacre de vote du Sfatul Tsarii l'annexion de la Bessarabie à la « mère-patrie » roumaine a été proclamée — l'état de siège n'a pas été levé un seul jour. Les conseils de guerre siègent en permanence. Les communistes, les travailleurs syndiqués sont traqués comme des bêtes fauves.

L'horrible régime a provoqué des insurrections. D'après le *Tsaramismul*, journal du parti agrarien, le nombre des insurgés exécutés s'élève à 15.305.

Rien que pour l'insurrection de Hotin, les autorités roumaines avouent 5000 exécutions. Le parti agrarien affirme qu'il y en a eu 11.000.

Quant aux arrestations et détentions arbitraires, aux bastonnades, aux tortures, aux exécutions sans jugement — elles sont de règle. Le procès des insurgés de Tatar-Bunar est encore dans toutes les mémoires.

Le résultat d'un tel régime ne s'est pas fait attendre : le sabotage de la réforme agraire, les impôts écrasants, joints au régime de terreur ont engendré une famine épouvantable qui désole la Bessarabie depuis plus d'un an. La sécheresse l'a portée à son comble.

Depuis des mois, on meurt de faim en Bessarabie.

Tel est le tableau, que nous confirme en termes saisissants l'appel de l'Association des Emigrés Bessarabiens en France.

M^{me} Irma Meille a fait au *Der Tag* la description horrible de ce qu'elle a vu. La ville de Beltz, en Bessarabie, est un centre commercial d'exportation du maïs, des produits laitiers et de la fabrication des huiles végétales. A l'heure actuelle, l'absence de pain a arrêté toute l'activité de la région. Les usines sont fermées. Non seulement toute l'exportation est arrêtée, mais les habitants n'ont plus de pain pour se nourrir. Les épidémies se propagent et les soins médicaux font totalement défaut. La plupart des hôpitaux sont fermés, car il n'y a pas d'argent pour les entretenir, et jamais il n'y a eu autant de malades. On manque de médicaments, d'instruments, de linge, de tout. Les malades, atteints pour la plupart de typhus, à peine sortis de la fièvre, doivent céder la place à d'autres. Plusieurs membres d'une même famille attendent leur tour. La mortalité atteint 30%, et au fur et à mesure que la famine s'intensifiera, la proportion augmentera inévitablement. Quelques maisons furent visitées. Tableaux poignants : ici une mère de cinq enfants, le mari est mort de faim récemment, les enfants sont livides et d'une maigreur terrifiante ; là, une jeune femme au teint cireux croit nourrir son enfant à un sein desséché — dans le fond de la chambre est étendu le mari dont on entend le souffle pénible, l'absence d'aliments l'ayant rendu tuberculeux depuis un an déjà. Et il en est de même de maison en maison. Partout la même misère, la faim, le froid, la maladie, la mort.

Devant la famine qui décime la population de Bessarabie, le gouvernement roumain a employé la même méthode que pour résoudre la question des minorités nationales : l'encouragement à l'émigration.

L'Agence des Balkans écrit :

« Ne voulant pas faire de sacrifices pour venir en aide aux malheureux affamés en leur accordant du grain pour les semences, de la

nourriture, un moratoire pour le versement des impôts, le gouvernement de Bucarest a installé sur tout le territoire des provinces annexées des bureaux d'émigration.

Jusqu'à la fin de l'année dernière, ces bureaux avaient comme chef suprême le général Vaitoiano, frère de l'ancien ministre général Vaitoiano.

Ces bureaux d'émigration incitent les paysans à vendre tout leur avoir et à émigrer en Amérique. »

Nous avons relaté dans nos numéros précédents les procédés employés par les autorités roumaines pour tromper les Bessarabiens et les pousser à émigrer en masses, nous avons dit comment les pauvres paysans affamés, alléchés par des promesses mensongères, vendaient tous leurs biens à vil prix pour se rendre vers ce que les agents des compagnies transatlantiques appelaient la « terre promise ». Nous avons rapporté que, pour pouvoir passer un marché qui paraissait avantageux et pour lequel une famille nombreuse était exigée, des émigrants achetaient des enfants à d'autres plus pauvres encore, qui abandonnaient leurs petits dans l'espoir que ceux-ci, transportés en Amérique, ne mourraient pas de faim. Nous avons précisé des cas de réclames cyniquement trompeuses.

L'Agence des Balkans nous apporte d'autres détails :

« Une partie des émigrants furent conduits au Brésil, d'autres jetés dans l'île de Cuba, on en abandonna d'autres à Cherbourg, où ils attendent encore le paquebot pour l'Amérique.

» D'autres encore furent débarqués sur la côte riffaine. Ils ont été d'abord embauchés par les Marocains pour les gros travaux, puis enrôlés « volontaires » dans l'armée riffaine.

» Ils se sont rendus aux troupes françaises au premier contact et furent condamnés aux travaux forcés comme mercenaires. Ils se trouvent en ce moment dans différents bagnes d'Afrique.

» De ceux qui ont été débarqués au Brésil, il nous arrive maintenant de déchirantes nouvelles. Ils ont été littéralement vendus comme esclaves aux planteurs indigènes. Mais ceux-là sont encore les plus heureux... La plupart n'ont quitté la famine en Bessarabie que pour aller la retrouver de l'autre côté de l'Atlantique. »

» Le journal *O Globo* de Rio-de-Janeiro écrit : « Nous avons sous nos yeux un télégramme de Campo Grande dans lequel on parle de 300 colons roumains et de leurs familles, ne sachant que faire. Les enfants de ces Roumains meurent chaque jour de la faim et du manque de soins. » Et le *Diario de Nolle* : « Au bord du bateau *Belvedere* se sont passées des scènes tragiques pendant la traversée. Plus de 1300 émigrants ont été entassés pêle-mêle dans la troisième classe. La plupart d'entre eux sont tombés malades de la variole et de plusieurs autres maladies graves. Les émigrés roumains ont imploré des autorités du port leur rapatriement, ne pouvant plus supporter la faim et la misère. Les malades ont été internés dans des hôpitaux, les autres errant comme des fantômes sur les quais ou dans les rues de la ville, en implorant la charité publique. »

Notre grand confrère parisien l'*Humanité* écrit, après avoir cité ces passages des informations de l'Agence des Balkans : « Il n'est pas possible de rester indifférents devant de pareilles atrocités. Le peuple bessarabien est condamné à mort par le gouvernement de terreur blanche roumain, parce que malgré l'annexion, il tend les bras vers ses frères qui, de l'autre côté du Dnièstre, vivent libres dans la République moldave soviétique. »

Serait-il donc possible de faire autrement ?

B. F.

Menaces de mort contre D. Vlahoff Une lettre du Comité de Paris à M. Liapcheff

Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a adressé la lettre suivante à M. Liapcheff pour protester contre les menaces de mort dirigées contre notre ami D. Vlahoff, par les chefs de l'ancienne O. R. I. M. Ivan Mikhailoff et Protoguéroff.

Monsieur le Président du Conseil,

On annonce, et vous ne pouvez ignorer, que le groupe des conspirateurs qui prétend parler au nom de la fameuse Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne vient de marquer une nouvelle victime.

Après avoir fait assassiner en Bulgarie et même à l'étranger tant de valeureux Bulgares et Macédoniens, ce groupe a désigné pour une exécution prochaine, M. D. Vlahoff, publiciste, ancien député, directeur de la *Fédération Balkanique*.

L'organe du groupe, les *Nouvelles Macédoniennes*, dans un de ses derniers numéros, déclare que M. Vlahoff aura « à rendre compte de sa trahison ». Sous la plume de ceux qui ont commis tant d'assassinats, et qui s'en vantent, une telle phrase a un sens précis.

L'idéal de la Fédération Balkanique, que M. Vlahoff sert avec passion, est cher à chacun d'entre nous, parcequ'il est un idéal de paix. Mais ce n'est pas au nom de ses idées qui sont nôtres que nous élevons la voix. Nous protestons au nom de notre Comité, constitué

pour défendre les victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans et, nous croyons pouvoir le dire, au nom de la conscience française, parce qu'il est impossible de permettre que dans un pays d'Europe, l'assassinat politique soit érigé en système selon la prétention des conspirateurs qui ont condamné M. Vlahoff à mort.

Le chef de ce groupe est M. Protoguéroff, général bulgare. Vous avez, vous devez avoir, un pouvoir d'action sur lui.

Si M. Vlahoff est tué demain, comme M. Raiko Daskaloff a été tué à Prague, M. Panitza à Vienne, M. Tchaouleff à Milan, par les agents du même groupe, on pourra, on devra, Monsieur le Président du Conseil, vous rendre responsable de ce nouveau meurtre.

Vous avez maintes fois déclaré que vous vouliez pacifier la malheureuse Bulgarie. Il est clair que l'assassinat d'un chef politique comme M. Vlahoff ne pourrait qu'attiser le feu de la guerre civile.

C'est pourquoi nous nous adressons à vous pour vous dire que l'opinion française est émue par ces nouvelles menaces de mort et pour vous demander si vous êtes résolu à en empêcher l'exécution.

En vous priant de bien vouloir répondre à notre Président, Monsieur Henri Barbusse, ou à notre Secrétaire, Monsieur Marcel Willard, au siège de notre Comité, nous vous adressons nos salutations.

Henri Barbusse, Romain-Rolland, Severine, Mme de Saint-Prix, Frédéric Brunet, vice-président de la Chambre, Cazals, Ernest Lafont, Ferdinand Faure, Compère-Morel, Fontanier, Voilin, Paul Marchandeu, André Berthon, Hélie, Marius Moutet, Vaillant Couturier, Mistral, Albert Fournier, Chastanet, Jules Uhry, Jean Garchery, Eugène Frot, Raoul Evrard, Charles Baron, Reynaud, députés; Alexandre Luquet, Louis Gelis, Robert Bos, André Gayot, Albert Milhaud, Louis Sellier, Dherbecourt, conseillers municipaux; André Morizet, Henri Sellier, conseillers généraux de la Seine; Jean Longuet, Brucke, anciens députés; Henri Torres, Marcel Willard, Dellavallée, Antonio Cohen, Louis Plard, avocats; Léon Jouhaux, secrétaire de la C. G. T., Emile Glay, secrétaire du Syndicat National des Instituteurs de France, Langevin, Prenant, Victor Basch, Emile Kahn, professeurs; Mathias Mohardt, Georges Duhamel, Pâncă Istrati, Victor Marqueritte, Léon Bazalgette, Léon Werth, Macel Martinet, Georges Chennevières, Jean Richard Bloch, Charles Vildrac, Daniel Renoult, Henri Marx, Georges Pioch, Rousset, André Gybal, Bernard Lecache, Paul Louis, André Salmon, Francis Jourdain, Zyromski, écrivains et journalistes.

Le cas du Dr Voukachine Markovitch

On lit dans *l'Agence des Balkans* en date du 8 juin :

Un point d'honneur pour la République Autrichienne était depuis la guerre, le droit d'asile qu'elle accorda aux émigrés politiques.

Mais malgré cette hospitalité humanitaire, le gouvernement autrichien s'est trop souvent plié aux injonctions des gouvernements balkaniques pour l'extradition de tel ou tel réfugié politique.

Ces jours derniers des nouvelles venues de Vienne nous apprennent que le gouvernement démocratique de là-bas est en train d'accomplir un acte digne de la réprobation la plus énergique. Ces nouvelles nous parlent de la décision prise par les autorités de Vienne d'extrader en Yougoslavie le Docteur Voukachine Markovitch, vieux militant pour la liberté du peuple monténégrin.

Ne pouvant obtenir l'extradition en mettant en cause les actes politiques du révolutionnaire, le gouvernement yougoslave a cherché à tranquilliser la conscience du gouvernement autrichien en lui déclarant que le Docteur Markovitch était poursuivi pour un crime de droit commun.

Les autorités de Vienne vont-elles se laisser prendre à ce piège ?

Le Docteur Voukachine Markovitch, âgé de 55 ans, est absolument incapable de commettre non seulement un crime, mais le moindre délit de droit commun.

C'est une très haute conscience. Il a passé la plus grande partie de sa vie en Russie à lutter contre le tsarisme, et plus tard, il a combattu le régime tyrannique de Nikita, roi du Monténégro, puis celui des envahisseurs serbes.

Une décision de première instance a décidé l'extradition de M. V. Markovitch. Nous espérons pour l'honneur de la nation autrichienne que cette décision sera révisée en appel.

Le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a envoyé de Paris la dépêche suivante au président du Conseil des ministres autrichiens :

« Les soussignés émus par la décision de la première instance favorable à l'extradition du Docteur Voukachine Markovitch font de nouveau appel aux représentants de la démocratie autrichienne pour que le héros de la liberté du peuple monténégrin ne soit pas, étant extradé, condamné à une mort certaine. »

Un tel appel doit être entendu.

REVUE DE LA PRESSE

Presse bulgare

Le simulacre d'amnistie en Bulgarie

Nous avons à maintes reprises relevé combien fictive était la fameuse amnistie proclamée à grands fracas par Tsankoff et Liapcheff, combien elle ne servait qu'à donner le change à l'opinion européenne indignée et révoltée des actes iniques des dictateurs sanglants de Sofia. Tous les jours de nouvelles informations viennent malheureusement confirmer la justesse de nos observations. Voici un autre exemple douloureux.

Le journal *Narod* du 29 mai publie une pétition au parlement et à la presse bulgare par les habitants de la ville de Vratza ; nous la présentons à nos lecteurs.

« Savez-vous que dans la prison départementale de Vratza se trouvent toujours les quatorze jeunes écoliers accusés de « conspiration » ? La loi de l'amnistie ne les a pas atteints !

Ils sont condamnés à 15 ans de prison chacun. Leurs condamnations ont été prononcées sans aucune preuve ni témoignages, si ce n'est les dépositions des agents de la Sûreté Générale et les « aveux » extorqués aux jeunes inculpés.

Et cependant, en laissant même de côté la question de leur culpabilité ou de leur innocence, nous vous demandons combien de temps encore vous comptez garder en prison ces jeunes gens de 18 à 20 ans qui, même s'ils étaient coupables, ont l'indiscutable excuse de leur jeune âge et qui peuvent donc bien facilement être entraînés à des actes commis par idéalisme.

Par la suite, les tribunaux ordinaires des départements comprennent cela et dans des procès similaires les jeunes gens étaient ou acquittés, ou condamnés à des emprisonnements de 1 à 2 ans, la détention préventive y comprise.

Nous exigeons une enquête impartiale, nous leurs pères, qui avons fait deux ou trois guerres, qui sommes demeurés jusqu'aujourd'hui des citoyens honorables. Les mères, nos épouses, minées par le chagrin, ressemblent plutôt à des squelettes. Ce sont elles, c'est nous que vous punissez de la façon la plus atroce.

Ces jeunes gens se trouvent depuis un an déjà dans des cachots, subissant toutes les privations ; ils périssent de corps et d'âme.

N'avez-vous pas pitié de nous, leurs parents ? Ne songez-vous pas aux conséquences d'une telle dureté envers de si jeunes gens ?

Quels membres de la société deviendront-ils, s'ils restent encore quelques années dans leurs cachots ?

Nous, les parents en deuil, vous prions de faire ajouter un supplément à la loi de l'amnistie pour que nos pauvres enfants puissent aussi en bénéficier ; nous vous prions de faire cela dans cette session même de l'Assemblée Nationale. Vous nous sauvez, vous sauvez ces jeunes lycéens, et vous ferez par là une œuvre de pacification et d'apaisement.

Nous prions ceux des députés qui viendront à Vratza à l'occasion du cinquantième de la mort du poète révolutionnaire Chr. Botiov, de sacrifier 15 à 20 minutes pour visiter la prison centrale et pour voir personnellement si ces 14 jeunes écoliers méritent d'être punis si cruellement.

Vratza, le 26 mai 1926. »

Voilà donc l'amnistie ! Voilà la libération des condamnés politiques promise par Tsankoff, promise par Liapcheff à tous les journalistes étrangers qui venaient les interviewer !

Le chômage en Bulgarie

La *Fédération Balkanique* avait toujours dépeint avec une profonde tristesse la crise économique et la misère en Bulgarie, conséquences du grabuge administratif des gouvernements arbitraires de Sofia. Cet état de choses avait été décrit d'une façon particulièrement documentée par une série d'articles que notre journal avait publiés à ce sujet.

La situation ne change malheureusement pas. Les nouvelles arrivant des Balkans confirment toujours la misère qui règne en Bulgarie.

Le journal *Edinstvo*, organe des Syndicats ouvriers de Bulgarie, publie en date du 26 mai dernier sur le chômage en Bulgarie un article dont nous relevons les passages suivants :

« Le gouvernement a trouvé des moyens pour l'armée, pour la police, mais il n'a rien fait pour alléger le sort des dizaines de milliers de chômeurs et de leurs familles. Il ne prend aucune mesure pour remédier au mal, ni même pour l'atténuer.

Profitant de la situation créée par le chômage, les patrons rendent toujours plus difficiles les conditions de vie des ouvriers : ils diminuent les salaires, ils augmentent les heures de travail.

Les chiffres publiés par la Direction des statistiques prouvent que l'exportation de la Bulgarie baisse continuellement, que les faillites

augmentent, que la consommation dans le pays diminue constamment ; en un mot, que la crise économique devient de plus en plus grave.

Des journées plus obscures encore s'annoncent pour les ouvriers. Dès que l'été sera passé, les dépôts de tabacs, bien peu nombreux déjà, qui travaillent encore actuellement, seront fermés ; les constructions, également fort peu nombreuses maintenant, cesseront complètement ; les productions manufacturières et métallurgiques réduiront leur travail au minimum.

Le nombre des sans-travail, qui s'élevait l'hiver dernier à 100.000, et qui est actuellement de 30.000 à 40.000, atteindra probablement l'hiver prochain 200.000, chiffre monstrueux pour notre pays.

Pour empêcher cette nouvelle misère, il est urgemment nécessaire :

- 1° de cesser de licencier les fonctionnaires de l'Etat,
 - 2° d'expulser les Russes wrangeliens,
 - 3° de diminuer les dépenses de l'armée, de la police et d'autres institutions improductives, et d'employer les sommes ainsi épargnées pour des travaux productifs, fournissant du travail aux malheureux chômeurs,
 - 4° d'appliquer les lois du travail et particulièrement celle des huit heures,
 - 5° de fournir des terres et des inventaires aux réfugiés pour leur permettre de travailler et de relever ainsi la production générale du pays,
 - 6° de normaliser la situation du pays en abolissant toutes les lois exceptionnelles,
 - 7° de faire établir le contrôle ouvrier sur la production.
- Sans application de telles mesures, nous ne pourrions nous tirer de l'impasse économique et politique dans laquelle nous vivons. »

Presse dobroudjanienne

Toujours des victimes

La Transylvanie, la Bessarabie et la Dobroudja sont des pays enfin rattachés à la mère-patrie, n'est-ce pas ? et qui contiennent des populations heureuses désormais de faire partie de la Grande-Roumanie une et indivisible ? Tous les gouvernements impérialistes de Bucarest ont énoncé ces formules, et ces mêmes gouvernements ont introduit dans ces pays un régime d'oppression particulièrement sanglant. Et cela continue.

Le journal *Dobroudja* du 16 mai dernier publie sous le titre : « Toujours des victimes » l'article suivant :

« Après les massacres de Kainardja, les tueries organisées par les autorités roumaines recommencent de plus belle. Des Bulgares innocents viennent d'être tués sur les champs mêmes où ils travaillaient.

» Sous le prétexte de donner la chasse à des « comitadjis », la police du nouveau ministère roumain massacra d'une manière bestiale onze personnes innocentes — sauf, bien entendu, du crime d'être des Bulgares. Les victimes, enlevées des villages d'Akbounar, de Srebrna, et autres, furent invitées à accomplir des travaux de champs, et alors que ces pauvres gens travaillaient, les gendarmes du préfet Guibanesco les abattirent, de derrière, à coups de fusil.

» Poutchérea est parti, mais ses agents sont restés. Ce monstre sadique et sanguinaire joue toujours son rôle de Judas parmi la population paisible bulgare de Dobroudja. Une société koutso-valaque avait été créée par lui « pour la défense des idéals nationaux roumains » ; cette société n'est plus dirigée par Poutchérea officiellement, mais elle l'est toujours en réalité. Par ses agents provocateurs, et par ses propres actions perfides, il a voulu pousser le nouveau gouvernement à placer les Bulgares sous le même régime de violence, de meurtres et de pillages qu'auparavant. Et il y a réussi.

» Les Roumains prouvent une fois de plus qu'ils détiennent le record dans les Balkans dans l'application des moyens pour exterminer par des massacres la race bulgare.

» L'opinion publique se tait. Mais elle existe. »

Presse roumaine

Les victimes de Cernat doivent être libérées

La *România Muncitoare* du 1^{er} juin écrit :

Un cas d'une exceptionnelle importance et qui ne devra échapper à personne, c'est la mise sous verrous du directeur général des prisons, M. Cernat. L'honorable patron des geôles roumaines est accusé, entre autres malhonnêtetés, d'un détournement de 20 millions de leis !

Muni de pouvoirs illimités, M. Cernat disposait à son gré des fonds destinés à l'entretien des prisons. Et, tandis que les prisonniers crevaient de faim et de froid, le directeur général faisait garnir sa villa avec l'argent détourné. Aussi, le haut fonctionnaire n'a pas manqué d'ingéniosité, afin de s'enrichir rapidement. Propriétaire d'un grand moulin, il faisait en même temps le fournisseur des prisons. On conçoit ainsi pourquoi le maïs, l'unique nourriture dans les prisons roumaines, était infect et immangeable.

L'ancien directeur des prisons roumaines a pourtant raison d'être indigné. Ce poste lui fut attribué par l'oligarchie comme une reconnaissance des services qu'il a rendus à cette oligarchie. En effet, Cernat a eu longtemps le rôle de commissaire royal dans tous les procès antiouvriers. *Il inventait des complots, faisait arrêter des militants révolutionnaires par dizaines et par centaines, il décidait avant le « jugement » les condamnations les plus infâmes.* C'est pour avoir

ainsi opprimé la classe ouvrière que les classes dominantes l'avait honoré en l'élevant au grade de directeur général des prisons.

Sa chute doit ouvrir bien des yeux sur tant de procès et de condamnations qu'il a patronnés. Et surtout sur la justesse de nos dénonciations sur l'état des prisons.

Que Cernat soit ou non condamné, *la revision de tous les procès politiques s'impose.* Le régime des prisons doit changer.

Comment M. Aversco combat la famine en Bessarabie

« On sait que par suite de la famine et de la terreur qui sévissent en Bessarabie, un grand courant d'émigration se dessine là-bas. Les statistiques officielles du ministère du Travail indiquent environ 15.000 paysans partis pour le Brésil en 1925. La situation s'est encore aggravée cette année, et les boyards cherchent à profiter de la triste sort des Bessarabiens.

» Ainsi un dernier « oukaz » (décret) exige que les paysans qui désirent émigrer signent une déclaration par laquelle ils renoncent pour toujours à la terre dont ils disposent. Bien entendu, la vente est défendue. Renoncer, mais au profit de qui ? »

(România Muncitoare du 1^{er} juin.)

Pauvre Valaque minoritaire dans la grande Roumanie

M. Vaïda-Voevod, ancien premier-ministre et l'un des chefs du Parti National, fait dans l'*Adeverul* du 24 mai des déclarations sur la situation politique. (Comme on le sait, les masses paysannes, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie moyenne de nationalité roumaine [valaque] de Transylvanie suivent le Parti National.)

Nous extrayons quelques passages de ces déclarations :

« Dans le département de Fogarach (Transylvanie), sous la domination hongroise, le préfet étant le fameux Szele, j'ai réussi à conquérir le mandat d'Arpas ; aujourd'hui, en essayant de pénétrer dans ce département où je suis candidat, le gendarme roumain, le canon de son fusil braqué sur moi — exécutant sa consigne par ordre supérieur — m'a empêché d'y pénétrer en me faisant savoir que l'accès m'était interdit... »

Puis, après avoir cité d'autres faits, M. Vaïda dit :

« Peut-on s'étonner alors quand, après ces expériences (faites sous la domination roumaine *N. D. L. R.*) nos paysans nous reçoivent partout, lorsqu'ils réussissent à échanger à la dérobée quelques mots avec nous, avec ces paroles : « *Ceux-ci nous humilient plus honteusement qu'autrefois les Magyars !* »

Faisant ensuite allusion au pacte électoral signé entre les magnats hongrois et l'oligarchie roumaine et au fait que, comme conséquence de ce pacte, les magnats *hongrois* ont toute liberté de propagande électorale, alors que les citoyens roumains en sont privés, l'ancien champion des nationalistes roumains au parlement de Budapest conclut :

« Par quoi ai-je péché, moi pauvre *mocan* (simple paysan transylvanien *N. D. L. R.*) pour que la Grande Roumanie devienne de nouveau une proie entre les mains de l'oligarchie magyare, soutenue contre moi par le gouvernement de Bucarest avec plus d'ardeur que ne le faisaient les anciens gouvernements de Budapest ? Ne serait-il pas mieux de me convertir à la religion calviniste (religion des magnats magyars *N. D. L. R.*) et de magyariser mon nom aussi, pour pouvoir conquérir les bonnes grâces du comte Bethlen (frère du premier ministre hongrois et président du parti hongrois de Transylvanie *N. D. L. R.*) et pour être reçu peut-être dans le parti de celui-ci ? Le ministre de l'intérieur conclura alors des pactes signés par moi aussi, le gendarme roumain se mettra à mon service, et je ne serai plus un pauvre Valaque minoritaire dans la Grande Roumanie. »

D'ailleurs, la liberté dont jouissent les Roumains « revenus au sein de la mère-patrie », l'*Adeverul* la montre dans son numéro du 17 mai, en reproduisant le texte ci-dessous d'un permis de circulation (pendant la campagne électorale) délivré à M. Jules Maniu, ancien chef du gouvernement national de Transylvanie et qui a effectué l'union en 1918 :

Préfet du Département d'Alba.

Dossier N° 133-6926, Tabl. N° 17-1926.

Autorisation

Nous, Préfet du Département d'Alba, autorisons M. le Dr Julius Maniu, domicilié à Cluj, avocat de profession, membre (président *N. D. L. R.*) du Parti National, de voyager dans les limites du Département dans le but de faire de la propagande électorale, *mais sans avoir la permission de tenir des réunions publiques.*

Valable jusqu'au 16 mai 1926.

Aind, le 6 mai 1926
le Préfet
signé: Stoica

Pour rester sur le même sujet, nous reproduisons ce que pensent les autres « favorisés », ceux de la Bessarabie, à propos des libertés électorales :

«Comment nous avons pu faire enregistrer nos listes dans la province entre le Pruth et le Dnjestr? Ce sera un des plus tragiques récits, lorsque nous aurons la possibilité de le raconter. Nos candidats ont dû affronter la mort, car les gendarmes avaient l'ordre de tirer... Malgré les persécutions les plus acharnées, — à côté desquelles les persécutions du régime tsariste sont des jeux d'enfants — nous avons

réussi à faire enregistrer nos listes de candidats, à l'exception d'une seule, dans le département d'Orkei, de sorte que M. Halipa, ancien président du Sfatul Tsarii (qui a «proclamé» l'union à la mère-patrie), ne siègera pas au parlement de la Grande Roumanie.»

Et cet article s'intitule: «8 années après la «libération» du joug étranger.»

PARTIE ALLEMANDE

Die Balkan-Föderation und die europäische öffentliche Meinung Unsere Enquete bei politischen und literarischen Persönlichkeiten

Léon Bazalgette

Seit seinem 20. Lebensjahr ist er im literarischen Leben tätig und gründete seinerzeit mit einigen Freunden eine internationale Zeitschrift. Heute leitet er eine Sammlung von modernen fremden Prosaschriftstellern bei Rieder und ist Chefredakteur der „L'Europe“, welche die Interessen der Gesamtheit des französischen Volkes im Kampfe gegen den fanatischen und engen nationalistischen Geist vertritt.

Léon Bazalgette hat unter anderen ein Werk über Whitman, den großen amerikanischen Dichter, veröffentlicht sowie auch die französische Übersetzung des prächtigen Buches der Gedichte „Weaves of Grass“ und sein „Henry Thoreau, Savage“, eine Art lyrische Biographie des berühmten amerikanischen Freigeistes.

Léon Bazalgette betont selbst, daß er als Soldat zweiter Klasse den ganzen Krieg als Mobilisierter und nicht als Freiwilliger mitgemacht hat und daß er einen wachsenden Ekel über die Unermesslichkeit der Lüge empfunden hat, wovon die Worte „Vaterland“, „nationale Ehre“, „Sieg“ und andere solch nichtige Scheinparolen durchgedrungen sind.

Die jetzige Lage in den Balkanländern ist nichts anderes als die bittere Frucht des Baumes, der am Tage nach dem „Sieg“ gepflanzt wurde, an dessen Zweigen man die Verträge von Versailles, St. Germain etc. gehängt hat. Seinerzeit haben unsere revolutionären Vorfahren „Freiheitsbäume“ gepflanzt, von denen viele wie ironische Symbole bis jetzt noch leben. Unsere Zeitgenossen nach einem großen Kollektivverbrechen haben es logischer gefunden, den „Baum der Lüge“ zu pflanzen. Es sind nun dieselben unfähigen und anspruchsvollen Leute, welche, noch immer angeregt von dem Geiste, der den „großen Krieg“ vorbereitete, den Zukunftskrieg, das heißt das gute Weißbrot für den Schmaus der Diplomaten, der Kaufleute und der Heeresführer vorbereiten.

Unter diesen Umständen ist es zu offenbar, daß die jetzigen Regierungen immer wieder zu dem alten barbarischen „Hilfsmittel“, zum Krieg oder zum Bürgerkrieg, greifen werden. Sie werden die offenen oder verborgenen Rivalitäten nur noch verschärfen, anstatt nach einer Verständigung oder nach Mitarbeit zu trachten. Nichts anderes ist von diesen Parteigängern der alten Schule zu erwarten, die im Inneren durch Grausamkeit und tückische Verfolgungen und nach außen hin durch Einschüchterung und Waffendrohungen ausgedrückt werden. Die gegenwärtigen Regierungen der Balkanstaaten sind von demselben abscheulichen Geiste durchdrungen, welche die „Sieg“ einflößen: sie haben nur die der Stufe ihrer Zivilisation und ihrer Kaste eigene Wildheit.

Die Rettung für die Balkanvölker, die jetzt zerteilt, unterdrückt, verfolgt, jeden Moment von neuen Bruderkämpfen bedroht sind, kann nicht ernstlich ins Auge gefaßt werden, wenn es nicht das Volk ist, das selbst die Macht in seine Hände nimmt. Darunter verstehe ich natürlich das Arbeitervolk, gewöhnliche Menschen, die selbst ihre Geschäfte machen, die ihren Wunsch für den Frieden selbst ausdrücken, und nicht diese angeblich gewählten Vertreter, die auf Grund von veralteten Wahlsystemen Bankrott gemacht haben; ich meine die eigentliche Volksverwaltung, die aus Arbeitern, Bauern und Intellektuellen besteht.

Ich glaube, ich bin sicher, daß es in jedem Balkanvolke Gruppen von Menschen gibt, in deren Seele die Nebenbuhlerschaft, der atavistische Haß viel weniger sprechen als das Gefühl der Gemeinschaft, der Ideale und der menschlichen Interessen. Mit einem Worte, ich bin sicher, daß es unter diesen „Barbaren“ viele Gebildete gibt, die heute noch verstummen müssen, aber doch am Werke sind. Ich neige selbst dazu, zu glauben, daß sie viel zahlreicher sind, als wir es vermuten können; nur sind sie entweder schüchtern, unentschlossen oder zerstreut, fast ohne Verbindung miteinander, und der Machtlosigkeit verfallen.

Und doch liegt es an ihnen, an diesen Vereinsamten, diesen Stillen, diesen Unbekannten, denen es zukommt, nicht nur das Heil ihres Volkes zu sichern, sondern auch der Welt ein prächtiges Beispiel zu bieten, indem sie die Grundlage einer balkanischen

Föderation oder Union vorbereiten, ganz ohne Rücksicht auf die Verträge, welche sie zerstückeln. Langsame, feste Arbeit, ausgeführt in wahrhaft revolutionärem Geist, welcher die Perioden der Verfolgungen und der Gleichgültigkeit durchschreiten muß, wie die Luft über die Mauern eines Gefängnisses weht.

So schwach ein solcher Gedanke auch sein mag, mögen diese unbekanntem Arbeiter wenigstens wissen, daß sie in der Ferne Freunde und Brüder haben, welche sie verstehen, mit ihnen sympathisieren, sie moralisch stützen, von ihnen große Dinge erwarten.

Léon Bazalgette

Panait Istrati

Ein ehemaliger Arbeiter. Vier Jahre Volksschule. Ehemaliger Sekretär des Verbandes der Hafenarbeiter von Braïla und ehemaliger Redakteur der von Rakowsky geleiteten sozialistischen Zeitung.

Zwei Jahre hindurch bekämpfte er in den rumänischen bahnbrechenden Zeitungen den Bratianuschen Terror. Von seiner schriftstellerischen Tätigkeit erwähnen wir „Kyra Kyralina“, „Onkel Anghel“, „Aufführung von Haiduken“, „Die Vergangenheit und die Zukunft“ usw.

Geboren im Jahre 1884 in Braïla, durchfuhr er seit seinem 12. Lebensjahre den ganzen Orient. Romain Rolland sagt von ihm: „Ich las ihn und war gepackt von seinem Genie... ein neuer Gorki des Balkans. Er ist ein geborener Erzähler, ein orientalistischer Erzähler; wenn er seine Erzählung beginnt, so weiß niemand, selbst er nicht, ob sie eine Stunde dauern wird oder tausend und eine Nacht... Er schreibt jetzt ein Werk von langem Atem und zwei Bände davon sind schon beendet; das Werk, wie überhaupt sein ganzes Leben, könnte man als „der Freundschaft gewidmet“ bezeichnen.

Ich werde Ihre fünf Fragen in eine einzige zusammenfassen: welches meiner Meinung nach das Mittel ist, das den Balkanvölkern ermöglichen wird, den imperialistischen Zielen der Staaten ein Ende zu machen und in Frieden zu leben.

Ich glaube nicht, daß es hierfür zwei Lösungen gibt; die eine einzige lautet: die fortschreitende Ausrottung durch die Aufklärung über den Chauvinismus, der die Nationen der Halbinsel quält, und die Einverleibung dieser Nationen in den Welt-Internationalismus.

Es ist selbstverständlich, daß der erste Schritt, der in dieser Richtung zu machen ist, die Gründung einer Balkanföderation sein wird, aber man darf nicht vergessen, daß, solange es kapitalistische und imperialistische Ungeheuer auf Erden geben wird, kein Winkel der Welt in Frieden leben kann. Wer diese elementare Wahrheit heute noch nicht weiß, tastet in Ohnmacht umher. Ich bin überzeugt, daß ein gut Teil des Unglücks, unter dem die nationalen Minderheiten und selbst die homogenen Nationen überall zu leiden haben, von diesen dem chauvinistischen Triebe eigenen Gedanken kommt, den Menschen zu hassen, welcher nicht seine Sprache spricht oder in einer anderen Art zu Gott betet. Dieser durch den Kapitalismus geschickt geschürte Haß ist der beste Boden für die Ausbeutungstendenzen der internationalen Geldwelt.

Die Balkanvölker machen keine Ausnahme von dieser unglücklichen Regel. Ich habe oft mit mazedonischen Arbeitern gelebt, gearbeitet und gesprochen und kenne ihre Gefühle. Bei ihnen ist auch noch eine große Arbeit auf der obigen Grundlage zu leisten.

Keine Idee kann einen Menschen hindern, das Land zu lieben, in dem man seine Muttersprache spricht, wo er geboren ist, wo er die Gräber seiner Eltern hat: in diesem Sinne bin ich auch, Gott weiß wie sehr, ein Nationalist und ein Patriot. Aber dieses heilige Gefühl darf weder ein Grund des Hasses noch ein Hindernis für die allgemeine Brüderlichkeit sein, denn das eine schließt das andere nicht aus; ganz im Gegenteil: die zwei Gefühle können sich durchdringen und sich gegenseitig verstärken.

Das ist meine Auffassung über die Befreiung der unterdrückten nationalen Minderheiten. Sie vermengt sich mit der Befreiung der Völker vom Joche des Kapitalismus.

Panait Istrati

Pangalos und Achmed Bey Zogou

Der Diktator von Griechenland und der Diktator von Albanien haben einander auf albanischem Boden die Hand gereicht. In St. Quaranta hat die Zusammenkunft stattgefunden, die eine neue Etappe in der Geschichte der Kämpfe um die Vorherrschaft in Albanien einleitet. Achmed Bei, der Präfekt von Jugoslawien, der Pascha der Karageorgewitsch, will mehr Selbständigkeit. Schon zu Beginn seiner Herrschaft mußte er den Wirtschaftsforderungen Italiens Rechnung tragen und einen Finanzminister in sein Kabinett aufnehmen, der ein Agent des italienischen Imperialismus war. Nun versuchte er durch wirtschaftliche Konzessionen an das serbische Kapital die italienische Wirtschaftsherrschaft zurückzudrängen. — Vergebens!

Jugoslawien nahm die Konzessionen entgegen und betrachtete Albanien weiterhin als sein Paschalik, bereit, Valona den Italienern zu überliefern, um freie Hand gegen Griechenland zu gewinnen. Nun wehrt sich Achmed Zogou. Er sieht in Pangalos die kleinere Gefahr, er ist bereit, den Einfluß, den Griechenland in Südalbanien besaß, wiederherzustellen, um auf diese Weise in den Kampf der imperialistischen Machtfaktoren aktiv einzugreifen. In der Verteidigung Valonas gegen die italienische Gefahr lockert Achmed Zogou die mehr als freundschaftlichen Beziehungen zu S. H. S. und verhandelt mit Griechenland, dem Feinde Serbiens. Der Präsident der albanischen Republik ist kein Faktor, der Außenpolitik mit der Waffe in der Hand zu treiben vermöchte. Achmed Bei, der die albanische Bauernbevölkerung entwaffnet hat, der mit einer verhältnismäßig kleinen Söldnertruppe terroristisch das Land niederhält, kann weder für Griechenland als Bundesgenosse wirken, noch könnte er einst für den serbischen Drang nach Saloniki als aktiver Förderer in Betracht kommen. Dennoch war Albanien unter jugoslawischer Hegemonie eine Bedrohung der griechischen Grenze. Auf griechischem Boden bis tief nach Attika sind albanische Dörfer zerstört und selbst eine unfreundliche „Neutralität“ hätte die Schwierigkeiten des Pangalos-Regimes vermehrt. Der Haß der Albaner gegen die Griechen ist besonders in Gebieten der früheren Okkupationszone überaus lebendig und es wäre für Achmed Bei ein durchaus verlockender Gedanke gewesen, der inneren Opposition dadurch Herr zu werden, daß er ihr freie Hand zu Katschakenexpeditionen auf griechisches Territorium gewährte. Nun hat der frühere serbische Präfekt eine neue Würde erhalten. Er wurde griechischer Grenzgendarm und schützt das Pangalos-Regime vor der Bedrohung durch albanische spontane Bewegungen. Die inneren Schwierigkeiten Achmed Beis wurden dadurch nicht vermindert. Trotzdem bedeutet die neue Orientation Zogous keineswegs eine grundlegende Umgruppierung der Machtverhältnisse.

Jugoslawien wird Achmed nicht fallen lassen, die Wrangel-Söldner werden nicht meutern. Zogou aber wird versuchen, von Jugoslawien politische Konzessionen einzuhandeln, um Griechenland, das ihm machtpolitisch viel weniger zu bieten vermag, nicht größere Konzessionen machen zu müssen. Zogou versucht Griechenland und S. H. S. gegeneinander auszuspielen, sich beiden als unentbehrlich zu erweisen und von beiden dadurch gegen die Majorität des eigenen Volkes unterstützt zu werden. Die italienische Regierung treibt eine Politik der freien Hand. Sie duldet die albanische Emigration und droht auf diese Weise den Machthabern Albaniens mit der Beendigung ihrer Herrschaft. Sie läßt sich allerdings, falls Zogou gewillt ist, soweit „neutralisieren“, daß sie gegen ihn nichts unternimmt und die Unterdrückung des albanischen Volkes keinem andern Faktor anzuvertrauen sucht. Die Absichten Pangalos in Albanien können keineswegs darauf gerichtet sein, die serbische Hegemonie restlos zu beseitigen, sondern bloß in einem Teile des Landes die griechische Vorherrschaft wiederherzustellen. Zogou versucht eben, einen Rückversicherungsvertrag nach allen Seiten zustande zu bringen. Jugoslawien muß für ihn die revolutionären Stämme des Grenzgebietes niederhalten und im Notfall Hilfstruppen stellen, eine Agrarrevolution der robotenden Bauern niederschlagen. Griechenland soll durch seine Freundschaft die Konzession an den serbischen Protektor verringern und als wirtschaftliche Gegenkraft auf den Plan treten, die Ausdehnungsbestrebungen des italienischen Kapitals zu begrenzen. Griechenland selbst steht dem albanischen Handel ziemlich gleichgültig gegenüber. Pangalos aber hat auf jeden Fall einen Erfolg seiner Außenpolitik zu verzeichnen. Das Paschalik Albanien treibt bereits eigene Politik, die Macht der albanischen Begs aufrechtzuerhalten, um für den Fall kommender kriegerischer Verwicklungen wenn auch nicht als Machtfaktor, so doch in Betracht gezogen zu werden. Nachdem es Pangalos mißglückt ist, in Kleinasien unter englischem Protektorat Lorbeeren zu ernten, versucht er in St. Quaranta Saloniki zu verteidigen, ohne den militärisch überlegenen Nachbar allzu sehr zu reizen. Es ist eine Entlastungsoffensive mit halben Mitteln und mit zweifelhaftem Erfolg.

Melingos

Vom italienischen Faschismus zum balkanischen Faschismus

Es ist eine schwierige Frage, festzustellen, wo die faschistische Reaktion in Europa ursprünglich geboren wurde, und wir werden dieses Problem nicht zu lösen trachten. Es ist aber gewiß, daß diese faschistische Reaktion sich wie eine Welle über den Kontinent ver-

breitet hat: sie hat von Finnland bis nach Ungarn, von Italien bis nach Bulgarien, von Polen bis nach Rumänien gehaust. Es ist gewiß, sie ist das offensichtlichste Produkt der Nachkriegszeit, dieser historischen Phase, da die Monarchien und die herrschenden Klassen von den Stadt- und Landarbeitern in ihren Grundlagen erschüttert wurden und darauf ihre eigene Verfassung, ihre eigene Gesetzlichkeit mit den Füßen stampften und zu den ärgsten Mitteln griffen, um ihre Herrschaft aufrechtzuerhalten.

So wie am Anfang des 19. Jahrhunderts der Liberalismus sich von Land zu Land verbreitet hatte, so wie der Sozialismus am Ende dieses Jahrhunderts von Staat zu Staat sich Bahn brach, der Kommunismus sich ab 1918 über den ganzen Kontinent verbreitete, so hat der Faschismus gleichsam Weltcharakter angenommen. Er stellte die Welt-Gegenrevolution dar — in ihrer klarsten und brutalsten Form. Man könnte ihn nicht der Heuchelei beschuldigen: er hat gleich vom ersten Tage an gezeigt, wohin er strebte: zur Zersetzung der Arbeiterklasse, falls diese Arbeiterklasse nicht ihre eigene Verknechtung unterschied.

Es war aber auch natürlich, nachdem die Sozialisten jeder Nation sich auf die Sozialisten der anderen Nationen stützten, die Kommunisten auf die Kommunisten, daß die Faschisten aller Länder sich miteinander vereinigten. So sehr wir auch dieser Unterdrückungsbewegung feindlich gegenüberstehen müssen und stehen, einer Partei, die als Waffe nur den Dolch und den Revolver kennt, so müssen wir doch einsehen, daß eine faschistische internationale Vereinigung vollkommen logisch ist.

Die Faschisten von Sofia richten ihre Blicke auf ihre Brüder von Rom, von Warschau, von Berlin wie auch auf diejenigen, welche, wenn auch weniger zahlreich und weniger mächtig, in Paris, in London oder in Brüssel agitieren. So wie die Führung des Sozialismus seinerzeit in Berlin war, die Führung des Kommunismus jetzt in Moskau ist, so ist der Kopf des Faschismus in Rom. Der Diktator der Diktatoren hat seinen Sitz unweit vom Kapitol und spricht, so oft er nur kann. Er regiert 34 Millionen Menschen, vielleicht sogar etwas mehr, während Liaptcheff, Pangalos, Usunowitsch, Averescu, welche ihn mehr oder weniger beneiden, nicht ein so großes Heer kommandieren.

Die auswärtige Politik Italiens, welche den Orient Europas sowie dessen Zentrum und Westen interessiert, da ja das italienische Territorium durch den Brenner an Österreich grenzt und durch den Mont Cenis an Frankreich, stützt sich auf einige Prinzipien, welche uns Mussolini und seine Vertreter geoffenbart haben. Italien will größere Kolonien und wendet sich nach Nordafrika, wo Tunis ihm wohl am meisten passen würde. Italien ist bereit, den Brenner zu überschreiten und sich bis zum Inntal auszudehnen. Es strebt auch nach einigen Besitzungen in Kleinasien auf Kosten der Türkei. Um aber diese große Politik zu führen, braucht man Verbündete und findet dieselben in den diktatorischen Regierungen des Balkans: hegt denn Jugoslawien wie Rom selbst nicht ein ziemlich starkes Mißtrauen gegen Ungarn und gegen Österreich, welches gefährlich werden könnte, falls es sich mit Ungarn einigte? Hat Rumänien, wieder wie Rom selbst, nicht einen offensiven Rückschwung der Zentralmächte zu fürchten? Denkt denn Griechenland unter Pangalos, wie seinerzeit unter Konstantin, nicht noch immer daran, die Türkei nach den inneren Hochländern zurückzutreiben? Und was Bulgarien anbetrifft, es hat ein Regime, welches demjenigen Mussolinis absolut gleichgestellt werden kann; die zwischen dem Kabinett in Sofia und der Regierung der Schwarzen Hemden abgeschlossene Vereinbarung birgt also nichts besonderes Erstaunliches.

Das faschistische Italien arbeitet denn dahin, sich zum Zentrum einer faschistischen Kombination zu machen. Die Freiheit ist in Sofia, in Athen, in Belgrad und in Bukarest ebenso sehr respektiert wie am Tiber. Eine Schlappe des Faschismus in irgendeinem der Balkanländer würde ein erster Schlag für den italienischen Faschismus sein. Ebenso wenn Mussolini gezwungen sein würde, sich zurückzuziehen, dies für die Kabinettschefs der zwischen der Ukraine und dem Peloponnes gelegenen Länder ein fürchterlicher Hieb wäre. Wer sich ähnelt, kommt zusammen.

Wir werden so Augenzeuge der Bildung einer Gruppierung, deren Initiative der italienische Diktator ergriffen hat. Der jugoslawische Außenminister, Herr Nintschitsch, setzt in Rom seine Verhandlungen fort; man kann dessen gewiß sein, daß es sich um ein Militärbündnis handelt. Griechenland ist mehr oder weniger ein Vasall Italiens geworden. Rumänien, dessen Beziehungen zu Jugoslawien durch den Vertrag der Kleinen Entente geregelt sind, kann dem Kabinett Rom nicht eine verdrießliche Miene zeigen: die Freunde unserer Freunde sind unsere Freunde. Bulgarien schließlich, das sich Jugoslawien und Griechenland genähert hat, wird ihnen um so mehr folgen, als Liaptcheff Herrn Mussolini am meisten bewundert. So wird der letztere seine Ziele schnell erreichen. Er wird eine Kombination von 70 Millionen Menschen kommandieren, eine rein faschistische Kombination, welche unvermeidlicherweise mit den Parteien, die in den Balkanstaaten im Namen des Föderalismus die Freiheit und den Frieden verlangen, in einen erbitterten Kampf treten.

Die Politik Italiens muß daher aufs höchste alle diejenigen beunruhigen, deren Unterdrückung sie zu verschärfen bedroht — sie muß die höchste Besorgnis der Völker in Rumänien, in Jugoslawien, in Bulgarien und in Griechenland erregen.

Paul Louis

PARTIE SERBE

Балканска федерација и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и књижевника

Огист Пренан

Професор Огист Пренан родио се је у Лиону године 1861. Највећи део свог живота провео је у Нансију, где је био промовисан на доктора медицине и где је затим постао професор хистологије на медицинском факултету. После 1907 он предаје исту науку на универзитету у Паризу, који га је позвао из Нансија да наследи катедру хистологије професора Мата Дивала. Члан медицинске академије и више научних друштва, он је се бази осим са предавањима научним истраживањима и одгојио је велики број ученика у својим лабораторијама у Нансију и Паризу.

Професор Пренан је научник велике вредности. Он је исправан и поносити карактера, чисте и племените свести. Ми знамо да је он већ унапред предобивен за праведну ствар, коју ми бранимо.

Ја нећу покушати да вам одговорим редом тачку по тачку на свако ваше питање. Мој званични и знаствени послови не допуштају ми да вам пружим онако аутентичне одговоре, како бих ја то жељео и како би то требало. Ја на пример не знам готово ништа о македонском питању. Ја немам него да бацам поглед на карту, па да видим, како се је „у рату за право“ жртвовало право етничких мањина, кад га не сачињава живот појединаца. Што се пак тиче уставног Балканске Федерације, јасно је, ако све остане у садашњем стању, то јест, ако се место народа федерално државе заступане по својим владама, да би у том случају у оквиру те федерације испољила се иста супарништва, исти нападаји национализма и милитаризма, који данас угрожавају мир света. Сем ако нови уговори, пошто би се право народа да располажу сами собом развило до скрајних и праведних граница, не ослободу све балканске народе и не подвргну све етничке групе њиховим властитим законима и тако их учине заиста независним. Можда би се на тај начин створило већи број држава, али би оне биле свакако мање и њихови сукоби мање страшни. У осталом може се очекивати да ће тако малим државама раднички и сељачки свет приближавајућ се све више влади — знати и хтети наметнути јој разборитост и своју љубав за миром. Проблем би био наравски решен, кад би тај народ и влада били једно те исто.

А. Пренан

Морис Буркен

Морис Буркен, професор на Универзитету у Брислу, родио се је 1884 у Турне.

Аутор више дела из подручја јавног права, интернационалног права и социјалологије.

Његово је главно дело посвећено „заштити индивидуалних права проти злоупотреби власти са стране административних органа“.

Професора Буркена држе највећим правником Белгије. Он је као стручњак белгијске делегације суделовао у разним интернационалним конференцијама, међу којима: на парижкој (конференција мира), на оној у Ђенови (1922), у Лондону (1924 примени Довесовог плана).

Тешко ми се је изразити о практичној важности ваше формуле усоставе мира на Балкану. На први поглед чини ми се идеја федерације замалтвара и ја нагињем да поверујем у њезину корист. Јели она сада остварива? И под којим условима? То ме ваше питање забунује. Да се на то може одговорити потребито би било дубоко знање и ја бих рекао лично познавање миљеа, што га ја немам.

У осталом, без обзира на локалне прилике, балкански се проблем покрива са општим проблемом мира. И ако га погледам с тод становишта, ево што ја мислим:

1. Светом још данас влада идеја државе, и ако је економски и социјални живот чисто интернационалан. Из овог разлижења политичког национализма и економског интернационализма произлази оно што Францис Делеси називље у једној запаженој књизи „контрадикције модерног света“. Мир се неће моћи остварити, ако нам не успе изаћи из анархије суверенитета и ступити одлучно на стазу интернационалне организације свега. Ваш пројект Балканске федерације полази с овог гледишта. То је примена идеје интернационалне организације свега — ограничена на Балкан. То је разлог зашто ја под условом споменутих рестрикција налазим да тај пројект азсуджује нашу симпатију.

2. Али проблем мира није само технички проблем. То је исто тако — и то можда највише — морални проблем. Интернационална организација, па ма како била савршена, не би била у стању да нас извуче из паљеног вртлога, у којем се вртимо, ако је не би оживело неко душевно расположење, неки елан духова. По том мишљењу потребан нам је „дух мира“ — неразрешиво удружен са демократским осећајем. Империјализам и фашизам — јесу његове негације. У њима се утеловљују све силе мржње и реакције, које трју нашу атмосферу. Против њих треба да се удруже сви који не изгубише веру у човечанство.

Морис Буркен

Савез Пашића и Прибићевића са Муссолинијем

Ових дана колала је у светској штампи вест, да су боравили у Београду изасланици Муссолинија и италијанског фашизма да уговор потајни уговор са Николом Пашићем о заједничким циљевима, које би проводили нови савезници на Балкану и Централној Европи од часа, када Никола Пашић изведе своје приврженике из «Срнао» (Организација српских националиста) и своје понајближе и најверније савезнике из Прибићевићеве «Орјуна» (Организација југословенских националиста) на «сепаратистичке елементе», што у жаргону наших режимлија значи на читав народ, који се не закљичу на име ове двојице «највећих српских државника», које нам је Удес дао да нам сачувају непатворену баштину отаца: Видовдански Устав и његове тековине! У тој весту спомињу се и циљеви, које би нови савезници имали провајати на пољу своје вањске политике на Балкану и Централној Европи. Пошто се у тој весту спомињу и нека нова разграничења и нека отцепљења неких земаља од досадашњих држава, пожурисе се легације краљевине С. Х. С. да стереотипним фразама демантирају ту вест, како да у Југославији нико не мисли на унутрашње промене и да она у својој политици проваја само политику мировних уговора и политику свеопштег мира.

Том деманту наравски нико није веровао, а горња вест побудила је свугда највећу позорност. Не због своје стварне садржине него због момента у којем је та вест публикована. Ми стојимо пред чудноватим догађајима у земљи: Крунисање Краља Александра — прослава осамдесетгодишнице Николе Пашића у исто време — коалиција Радикала и Радића виси као неки чардак ни на небу ни на земљи, — а у народу немир и незадовољство! У тим приликама потпуно је затајао југословенски парламентаризам. Југословенски парламент постао је гласаћа машина, који од времена на време уз облигатна лична разматувања појединих заинтересаната одмасује законске основе,

како их закључише конвенцијски неколико радикалских перјаница. Право парламентарне контроле свршило се на млађењу празне сламе неколицине опозиционалних говорника из редова клерикалне цучке-људске странке и Давидовићевих демократа.

Нико не зна, како и камо води Нинчић и радикали своју извајску политику. Управ се сада налазе пред скупштином трговачки уговор са Италијом, ветеринарска конвенција с њоме, а затим ће доћи на ред тако зване «нештунске конвенције». У тим конвенцијама жртвоваше радикали фашистичкој Италији читаво југословенско приморје, животне интересе Далмације, Словеније и хрватског приморја. За прехрану тих сиромашних, економско запустених крајева необично важно питање рибарења, каботаже, пристаништа, и лучких жељезничких тарифа, царинске стопе и висина подвоза за дрво и стоку — преко тих питања прелази радикалски директориј као преко багателних ситница, које се — како рече министар иностраних дела Момчило Нинчић морају жртвовати у интересу «нашег особитог пријатељства» са нашом великом савезницом и ради «општите интереса вањске политике наше државе».

Ти општи интереси наше извајске политике, који аподиктички траже, да се фашистичкој Италији жртвују ти витални интереси југословенског приморја састоје се у осигурању барем фашистичког дезерентсману у будућем српско-бугарском спору.

Радикали из политичких разлога пружају све што се од њих тражи само да фашистичка Италија неби њезиним фашистичким пријатељима у Бугарској поклонила више пажње него ли својим сумишљеницима у Београду. Њима је само до тога да очувају своје господство на Вардару, да за увек повежу иза се потрагане делове Македоније и да се што више приближе свом «великом позиву» и ојачају на путу к свом историчком циљу: Солун. Они лака срца жртвују економске потребе својих западних крајева, јер су та напучена Хрватима и Словенцима, а до њих им је и тако мало стало, јер ови стоје на путу оства-

reña hegemonističkih i imperijalističkih ciljeva srpske vlade. I svi protesti širokih narodnih masa, napredne štampice u Hrvatskoj i Sloveniji, ekonomskih organizacija—sve je to za radikalni direktorij čusto i suvišno naklapanje.

Унутрашњости земље: правна несигурност, неједнакост грађана пред законима, корумпираност судства и опште корупцијонаштво заузела је такове димензије, да их ни властодржици више не таје.

Читаве масе радног народа већ су годинама изван закона, а не-српски народи у Југославији могу бити сретни да их уопште још има. Пригодом дебате у министарском савету о јединственом закону о општинама за целу земљу, Никола се је Пашић енергично успротивио таквој основи, јер би тако по његовом мишљењу дошао на места председника општине велики број Немаца, Мађара, Бугара, Арбанаса и Турака—а то не смије никако да буде. И упит неког радићевског министра, по шта да се ради сада с тим људима—одговорио је председник владе Краљевине С. Х. С. Никола Пашић, да је све те требало у оним тмурим данима након пропасти централних власти и њихових савезника поубијати и тако истребити са државне територије.

То тврђење Николе Пашића у министарском савету открио је јавно тадањи Министар Просвете у кабинету истог Николе Пашића—Стјепан Радић на свом збору у Клању (Хрватска) 30 маја ове године.

Та изјава председника владе показује нам јасно менталитет српских шовиниста и империјалиста, и јадно стање осталих народа у овој блаженој земљи. И ко нас може уверити да је под таквим условима фашизмом немогућ, како би хтели службени деманти?

Два протагониста тог реакционарног српског шовинизма јасно то кажују свакому, ко би их хтео слушати—то су: Никола Пашић и Светозар Прибићевић. Кроз најзадње време у преко 70 јавних зборава бивши министар просвете и унутрашњих дела Светозар Прибићевић свугда опетује своју омиљењу тезу: фашизам је једини начин да се спасе држава од сепаратистичких и антидржавних елемената.

У свом раду ослања се Прибићевић на по фашистичком узору, организована «Орјуну». Орјунаше носе посебне фанта-

стичке униформе, уређују од посве опробаних делинквената «борачке батаљоне».

Што су Светозару Прибићевићу његови Орјунаше, то су Николи Пашићу његови «Срнаовци». Те борбене чете националног шовинизма и личног режима—деле правду по свом нахођењу. Што су те банде починим само по Војводини—то није ништа саостајало за барбарским методама њихових италијанских узора. Немци и Мађари били су у тик крајевима силом постављени изван закона, њихова имања разграбљивана, куће паљене. Хтело се под сваку цену доказати себи и свету—да су то чисто српске земље и да је сватко други једва слабо трљени странац, ако је не покрива израбљивачким жељницама срнаовске мафије.

Уз такве прилике зашто онда службени деманти Николе Пашића?

Да се нешто спрема то доказују и говори Светозара Прибићевића и дела Николе Пашића. Питање је само да ли моћи успети?

Под притиском тешке пољопривредне и индустријске кризе додијало је већ не само широким сељачким и радничким масама, него и крупним привредницима. И питање је: куда би један великосрпски фашизам одвео? Не били он спојио политички и привредни револт несрпских народа и довео га до отвореног устаних против режима крајње хегемоније и плачке? Један део српских хегемониста (Ј. Јовановић, Нинчић, Српкић, Максимовић, Давидовић) запазили су то једнако као и сам краљ и за то су се поставили противу планова Пашића—Прибићевићевих, као, за овај час, сувише опасних експериментата. Дворско крило парламента залаже се за «народни споразум».

Краљ са своје стране настоји да овај спор партија и група и ову опасност П-П пуча искористи за то да уведе свој лични, апсолутистички режим.

Великосрпске клике, које су неколико година сложено плачкама земљу, сад су се завадиле а Пашић и Прибићевић кушају да надјачају краљевску клику и да успоставе своју диктатуру уз помоћ Мусолинија.

Сава Симић

PARTIE ROUMAINE

După alegeri

Dictatura oligarhiei române a fost din nou „legalizată”. Guvernul generalului Averescu, agentul cel mai sângeros și mai cinic al oligarhiei, a ieșit „biruitor” din alegeri. Dealmintrelea „legalizarea” dictaturilor este la modă. Pilsudski n'a săvârșit oare de curând cu forța armată *mai întâi* o lovitură de stat, pentru ca *după aceea* s'o „legalizeze” prin Sejm? Deosebirea între Polonia și România constă numai în aceea, că loviturile de stat în țara noastră nu sunt „legalizate” de parlamentul existent, ci de parlamentul pe care autorii loviturii de stat *il fabrică ei înșiși*. Așa a fost cu lovitură de stat din 1922. Atunci guvernul a fost dat pe mâna unui partid, care în parlamentul de atunci era cel mai slab partid (Partidul Liberal avea numai 7 deputați din 370). A fost o adevărată lovitură de stat. Dar, după ce acel partid a preluat puterea, a făcut alegeri — și deasădată, în loc de 7 deputați a „cucerit” 270, adică de 40 de ori mai mulți.

La fel s'a întâmplat și acum: Partidul averescan avea în parlamentul dizolvat în Martie anul acesta 6 deputați din 380; în alegerile agricole din August 1925 nu a putut reuși decât în patru locuri, față de 43 de locuri în care a reușit opoziția național-tărănistă. Ei bine, acelaș partid, *după ce a venit la putere printr'o lovitură de stat*, iese din alegerile din Mai cu... 52% din totalul voturilor exprimate. Este adevărat că 25% din alegătorii înscrși nu si-au exprimat voturile, pentru că cetățenii cunoscuți ca simpatizanți ai opoziției au fost împedicați să se apropie de localurile de vot. Este adevărat că sute de mii de alții nici nu au fost înscrși în listele electorale. Este adevărat apoi, că din voturile „exprimate” numai o mică parte sunt exprimate de alegători reali, cea mai mare parte fiind „exprimate” de agenții guvernului, cari au votat în serie cu cărțile de alegător confiscate dela posesorii lor reali sau neeliberate deloc celor cărora se cuveneau. Toate acestea sunt adevărate, — cum adevărat mai este că, în afară de fraudă și falșuri, alegerile au fost făcute cu teroare, bătaie și asasinat. Dar ce au toate acestea de-a face: „guvernul majestății sale regelui” a căpătat majoritatea, are 52% din voturi, cari după noua lege electorală îi dau 75% din mandate, 292 de deputați din 387. Și aceasta-i ajunge: lovitură de stat care l'a adus la putere este „legalizată”. În fața capitaliștilor străini guvernul va fi legal și împrumuturile ce i s'ar acorda vor trebui plătite de guvernele viitoare.

Opinia publică europeană însă, opinia popoarelor de muncitori, de țărani și intelectuali cinstiți, știe ce valoare are această „legalizare” a dictaturii celei mai brutale în România.

Ar fi însă o mare greșală de a trece așa de repede peste rezultatul alegerilor. Căci, oricât de fals și de falsificat ar fi, acest rezultat ne poate sluji însă pentru a trage interesante învățăminte.

Care a fost obiectivul principal electoral al guvernului? Să zdrobească Partidul Tărănesc pentru a-și asigura astfel majoritatea, căci Partidul Tărănesc este astăzi fără îndoială partidul cel mai popular din România, căruia îi dă, dacă nu încrederea, dar în tot cazul votul majoritatea covârșitoare a corpului electoral. Regiunea unde acest partid este cel mai puternic, unde are aproape unanimitatea, este Basarabia; urmează după aceea Vechiul Regat, Dobrogea și Bucovina. Pentru a zdrobi deci Partidul Tărănesc, trebuia zdrobită orice puțință de liberă exprimare a alegătorilor mai ales în aceste ținuturi. Deaceia în aceste ținuturi teroarea a luat forme nemaipomenite în România. În Basarabia și Dobrogea pestetot și în Vechiul Regat mai ales la țară libera exprimare a voturilor a fost nulă. Candidații, delegații electorali și azistenții opoziției au fost arestați, bătuți sau în cazul cel mai bun pur și simplu îndepărtați din localurile de vot, unde unele au fost după aceea deschise cu complicitatea magistraților, președinți ai votării, și puținele voturi, depuse de puținii alegători ce au fost lăsați să pătrundă la vot, înlocuite cu teancuri de voturi pregătite dinainte de agenții guvernului.

În Transilvania guvernul a căutat să-și asigure pe altă cale majoritatea. Mai întâi a corupt pe o parte din conducătorii naționali, socotind că în chipul acesta va căpăta voturile țărănimii ardelenice. Apoi a făcut pact electoral cu magnații unguri și cu carieristii și conducătorii chiburimii săsești, pentru a căpăta voturile țărănimii ungare și germane. Coteriile politice minoritare, conduse de acești magnați și carieristi minoritari, au știut la adăpostul teroarei, care gătuie orice mișcare de stânga între minorități, dar favorizează pe politicienii minoritari reacționari, să fină sub înrăurirea lor masele țărănești minoritare deoparte și burghezia minoritară dealtă. Și într'adevăr, aceste alegeri au arătat cum cel mai șovin și mai fascist dintre guvernele României a căpătat, datorită inapoerii politice a masselor țărănești minoritare, trădării conducătorilor minoritari și nepăsării democraților români pentru propaganda printre minorități, 90% din voturile minorităților în Transilvania.

În schimb însă în județele cu populație românească guvernul a fost înfrânt, o dovadă vorbitoare a felului cum poporul român din Transilvania privește pe „dezrobitorii” săi dela București. Voturile țărănimii române din Ardeal și ale muncitorimii minoritare de-acolo, care a recunoscut în conducătorii Partidelor Maghiar și German pe trădătorii propriilor lor conaționali, au făcut ca în total în Transilvania guvernul să nu poată întruni majoritatea.

Dacă totuși pe întreaga țară guvernul a căpătat majoritatea, aceasta se datorește, cum am spus-o, pedecoparte teroarei și pedeaalta — din nenorocire — voturilor țărănimii și burgheziei minoritare.

Caracteristic pentru rezultatul alegerii mai este apoi faptul că liberalii, stăpânitorii de fapt ai puterii politice în România, nu au întrunit nici 200.000 de voturi față de aproape $\frac{3}{4}$ de milion întrunite de opoziția național-țărănească. Caracteristic deasemenea, însă într'un senz contrar, sunt succesele fasciștilor-antisemiți, cari au întrunit 125.000 de voturi, cea mai mare parte în nordul Moldovei și sudul Bucovinei unde locuiește un puternic procent de populație evreească. Nu se poate trece cu vederea că fasciștii au avut concursul guvernului, dar ar fi o iluzie periculoasă să se creadă că succesele lor se întemează numai pe acest concurs și nu pe faptul că propaganda lor găsește astăzi ecou în anumite pături chibure la sate și mic-burgheze și intelectuale la orașe.

Cât privește muncitorimea, ea a participat cu două liste opuse în alegeri. De prisos să mai spunem, că împotriva ei teroarea a fost cu deosebire crâncenă. Din nenorocire Partidul Social-democrat a refuzat frontul unic propus de Blocul Muncitoresc-Țărănesc, arătat de burghezie ca „bolșevic”. Deaceia cele 80.000 de voturi întrunite de aceste două liste, fiind sub minimum cerut de lege, au trecut în favoarea guvernului, care s'a ales pe spinarea muncitorimii cu vre-o 8 deputați în plus. Este evident că, dacă s'ar fi realizat frontul unic al celor două organizații muncitorești, la cele 40.000 de voturi pur proletare și țărănești ale Blocului Muncitoresc-Țărănesc și la cele 40.000 de voturi muncitorești și mic-burgheze evreești ale Partidului Social-democrat s'ar fi adăugat alte zeci de mii de voturi munci-

toresți, țărănești și mic-burgheze, cari însă așa au rămas indiferente sau au mers la țărăniști, pentru că lupta separată a ambelor organizații muncitorești nu le-a inspirat încredere și atracție.

În concluzie, felul terorist cum s'au făcut alegerile, concursul fățiș dat de coroană guvernului și faptul că, pe lângă jandarmi și ofițerime, magistratura s'a pus fățiș în serviciul teroarei și falșului — toate acestea dovedesc că oligarhia este ferm decisă să păstreze regimul, să-l înăsprească chiar, pentru a reduce la tăcere nu numai opoziția revoluționară, dar chiar și orice opoziție democratică sau țărănească care, prin simpatia masselor, poate pune dificultăți în calea exploatării și asupririi oligarhice. Conducătorii actuali ai opoziției văd acum limpede, că în fața conspirației palatisto-oligarhice numai o ridicare a masselor poate fi eficace, dar acești conducători sunt mai degrabă hotărâți să pacte zeze cu oligarhia, decât să se arunce în luptă cu ea, luptă care implică „riscuri”. Este caracteristic în acest senz, că se vorbește de tratative de înțelegere între Naționali și Averescani, între Naționali și Liberali și între Țărăniști și Averescani.

Și caracteristic mai este faptul că țărăniștii își recunosc ei înșiși neputința, și singura lor lozincă politică acuma, după alegeri, este ca regele... să declare pe față absolutismul și să nu-l mai mascheze cu minciuna unei falșe constituționalități. Un plan de luptă însă, o lozincă de luptă, un drum pentru a ieși din această situație, conducătorii țărăniști n'au. Și nu pot avea, pentru că un altul nu este decât: ruperea dela burghezie și dela Partidul Național, încetarea oricărei pactizări cu Palatul, lupta pentru republică și, în acest scop, realizarea frontului unic al tuturor celor ce muncesc și al tuturor celor ce sunt asupriți.

I. Mateescu

PARTIE ALBANAISE

Dora e zezë

Ket ëmen e kan pasë në kohna të kalueme, shoqëria revolucionare per të rrëxue me mjete terroriste zgjedhen e regjimevet tirane të mrendëshme a të jashtëme. Në Rusi gjejm një shoqëri „dora e zezë”, në kohen e terrorismes së Carit; ashtu në Serbi ne kohën e Obrenović-vet, e në shum vende të ndryshme në kohna të ndryshme: kurdoherë veqse basa e ketyre shoqëriravet është, një luftë kundra elementavet damtuese a invacionere të vendit, një luftë të mshehte, por aktive me mjete terrori naj personat damtuese.

Asnjëherë nuk munt të gjejm në histori një shoqëri „dora e zezë” t'organizueme prej elementavet damtuese vehtë, që kan fuqin në dorë, kundra atyre që donë t'a librojné popullin prej zgjedhjes trathore-damtuese.

Ky turp, i shkaktuem prej friges, e prej pá-fuqis, i mbetet Ahmet Zogu-t në histori; per të pague çmimin e trathëtis e per të mbajtë zgjedhjen e huej ekonomike e militare në kambë, s'i shef t'jatër mjet vehtes, por vrasjen mbas shpine, trathëtisht, të gjith atyre që janë betue m'e lirue vendin prej gjendjes katastrofale ku e po rrëmben trathëtija e Ahmetit me bejlerë.

Rrin në natyrë t'Ahmetit ç'do trathëtis — e edhe vrasjes mbas shpine — me i dhanë një formë legale, per t'i qitë pluhër syvet idiotëve të jashtëm, a por për t'i dhanë mëndyrë, me i mlue disi vrasjet ordinare të një kriminelit komun që mban sot — faqe me nder — ëmrin e Presidentit të Republikës shqyptare, t'atij President prej të cillit fuqinat imperialiste, marrin nenshkrimin „legal” per t'a grabitë sá ma mirë, e sá ma shpejt popullin shqyptarë.

Per këto fuqina, është si basë themelore aj vers i vjerrështorit të madh shqyptar At Gjergj Fishtes: „Nand-dhet-e-ndanat ti në terr daç bani, Por para shekullit mos të ndihet zani.”

Per këto fuqina prá është fare veshtje e dytë morali i Ahmetit, mjaft që hipokrisia e tyre të ketë mëndyrë si me i myllë krimet e tija me një „vernice” legale.

Ahmeti e ká kuptne ket, edhe legalitetit i ka çelë rrugen e krimet.

Ká marrë e ká ba një shoqëri kriminelësh, me një emër bombastik, e me një kryesí edhe më bombastike, ku ç'do anëtar duhet të ket s'pakut një krim ordiner të kryem, e një shumicë krimesh tjera të vogëla që e rrethojn kryevepren e tij kriminele.

Já këta burra të zgjedhur të Kryesis kriminale të dores së zezë.

Në ventrë parë natyrisht gjendet krema e kloakes kriminale Baltjon Stamolla: incendiari, hajn, vrasës; tash personë diplomatike e Ahmetit, per misione të veçanta.

Na vjen mandej kushrini i tij Çatin Saraçi, haram-rrugash, bi-xhiozgjí, organizator-vrasjesh; tash Konsul i Ahmetit në Vjenë.

Së tretit, si „spiritus rector” të kësaj kloakë kriminale është aj tipi klasik i vagabondit-kriminal, i njoftun prej shum policinavet: Jáq Koçi: tash sekretár-privat i pergjithëshem i Ahmetit — per sherbime ditet e natet.

N'e mram n'a futë mrendrë në ket shoqëri edhe një i huaj, një-farë Pugno, një ner ato italian që patne blerë prej Ahmetit pullat, që ky ja pat vjedhë popullit shqyptarë; karriera e këtij s'kje shum e giatë, pse policis italiane filloj me ju bá i meritësem

ky kriminalisëm i haptë i Ahmetit, aq më teper kuer në ket merite pjesë edhe një italian: Pugno kje xanë prej policis italiane, dhe kje shti në burg, ku banom edhe tash: t'jarët shokët e tij veprojn gjithnje lirisht me zellë në sherbimin e Ahmetit, per të çue në vent filat e shoqëris „dora e zezë” që është vrasja e kryetarvet t'emigracionit.

Per t'i lehtësue punen shoqëris kriminele, e per t'i dhanë at bojen legale, që permentme më nalt, Ahmeti e ká pá t'ardyeshme disá ner këto kryetarë të këtij emigracioni t'i thrasë para gjyqit, do me thanë të vin vudhndetarisht e të vën kryet në plum.

Gazeta e Korçës Nr. 273, me datë 24, Prill të k. v. na nep ket lajm, shum interesant:

Vepërimet e Gjyqit Politik

Në Fletoren Zyrtare kryetari i gjyqit politik boton një shpallje të posaçme me anën e të cillës thëret të paraqiten para atí gjyqi Sofir Pecin, Ali Klisuren, Xhemal Bushatin e Anđelin Sumën të pandehur si formuës te komitetit Bashkimi Kombëtar dhe që përpiqen me anën e shtypit e të njerësve posaçëm që çojné pranë kolonivet shqyptarë të shtynë popullin në kryengritje kundra regjimit, statutit e Shk. Tij Kryetarit Republikës, me qëllim të shkatërojnë qetësinë e të ndryshojné formën e regjimit të vendosur prej Asamblesë Kombëtare, Fan Nolin e Dr. Turtulin të pandehur si propagandistë kundër regjimit, statutit e Shk. Tij Kryetarit Republikës.

Natyrisht se Ahmet Zogu e di fare mirë, se ner imigrant s'ká nje nieri aq të çmendur sá per t'i ndigjue thirrjes së tij, por kjo thirrje bëhet per lehtësi të bandes kriminele „dora e zezë”. Mbas kësaj thirrje të gjyqit politik t'Ahmetit, ato që jan thirrë para gjyqit e ndoshta edhe tjerë, do të gjykohen per dekë.

Sikarët e paguëm per të vrarë kryetarët e Imigracionit sidhen neper Europë, nen direkeionin e kryesis-kriminale të permendun më nalt.

Një atentat — atentati naj Major Shekret Korçen — i shkoj bosh, e sot atentatori me një emisëm kriminel thotë se, është lidhë — merret vesht me pare! — per të vrarë kryetarët e Imigracionit, por edhe pse aj s'muejt m'e krye sherbimin si duhej, ká mjaft shokë që do t'a kryejn ket punë.

Neser, po kje se del ndo'j atentat t'jatër, atentatori do të thonë para gjyqit, se ish i detyruem m'e vrá at njeri, pse ish i gjykuem per dekë prej gjyqit politik shqyptarë.

Të gjitha këto thirrje të gjyqit t'Ahmetit së janë t'jater veç një bojë legale per vepërimet kriminele të kohës s'ardhëshme të bandes „dora e zezë”.

Sot porse, si të gjith emigrantët shqyptarë ashtu edhe të gjitha policirat e Europes, e njofin kryesin e dores së zezë, e i dinë fillet kriminele të kësaj bande; nji anëtar i kësaj bande me gjith paret që kish marrë per vepërimet e tija kriminele u xá, dhe u fut në burg; tjet shokët e tij që gjenden jashtë Shqipris, me të parin hap kriminel, do të shkojn me i bá shoqëri mikut të tij në burg, tuj qenë që policirat nuk rrëhen fort prej letravet a zyrevet diplomatike, kuer këto janë në dorë të ndo'j kriminelit ordinar.

Brindisi, Maj

P. P.

PARTIE BULGARE

Турско-българският договор

Преди две и половина години правителството на Цанков изпрати един от първите свои дипломати, С. Радев, в Турция, за да води преговори с турското правителство за възстановяването на нормални отношения между двете държави. Мислеше се, че в скоро време тия преговори ще се приключат. Обаче, те продължиха дълго време. На няколко пъти те беха и прекъсвани. С. Радев постоянно сновеше между Цариград и Ангора, до като най-сетне, на 18 октомври 1925 год. се сключи много очаквания «договор за приятелство между турската република и българското царство.»

Сключването на договора се пострешна с възторг от правителствената преса в България, която се мъчеше да го представи едва ли не като голем успех на Цанкова. И имаше защо. Положението на Цанков беше неодържимо. Целият български народ беше против неговата политика. Той чувствуваше нужда да се яви пред българското обществено мнение с некакъв «успех». Скоро, обаче, излезе на яве какъв е «успеха» на Цанковото правителство. Българският народ и тракийската емиграция в България веднага узнаха съдържанието на договора за приятелство. Те разбраха, че правителството на Цанков се е съгласило на всички условия на турското правителство, че то е продало интересите на тракийските емигранти и бежанци, за да може, осигурявайки неутралитета на Турция, да закрепи своето положение в страната. Започнаха протестите. Целият опозиционен печат се обяви против договора. Тракийските емигранти в България държаха протестационни събрания и митинги. Те осъдиха сключването, за тяхна сметка, на договора с Турция и отпразвиха до правителството, Народното събрание и до отделни политически личности протестни резолюции, като настояваха, от името да двеста хилядната тракийска емиграция в България, той да не се утвърждава. Разбира се, правителството на Цанков не обърна никакво внимание на тия протести. То се готвеше на внесе в камарата договора за утвърждение. В това време Цанков падна. Новият кабинет на българските воени диктатори не бързаше с утвърждаването на договора. То отлагаше внасянето му в парламента, което и предизвика недоволството на турското правителство. Не отдавна, само един месец преди приемането на договора от Народното събрание, турският правителствен печат публично изказа своето оудване от протакането той да се утвърди. Но, ето че, съвсем неочаквано, към края на изтеклия месец, Ляпчев внесе договора в Народното събрание за разглеждане и утвърждение.

Обяснението на тоя обрат в отношението на правителството Ляпчев към сключения от неговия предшественик договор трябва да се търси във външната политика на новото фашистко правителство. Достатъчно е да споменем, че Ляпчев внесе на разглеждане и утвърждение турско-българския договор в момента, когато Англия започна преговори с Турция по уреждането на Мосулския въпрос, за да се разбере в чий води плува сегашният кабинет на воената лига, под чие ръководство се направлява неговата външна политика.

* * *

Какви въпроси урежда тоя договор? Как той ги разрешава?

Договорот се именува: договор за приятелство. Към него са приложени два протокола, една нота и една конвенция за установяване.

Съгласно тоя договор, възстановяват се нормални отношения между българското и турско правителства, турските поданици в България и българските в Турция ще се ползват същите права както гражданите на другите страни, с които тия две държави са сключили подобни споразумения и че внасяните от България в Турция и обратно стоки не ще бъдат подложени на изключителни режими, както е било до сега. Договорът съдържа клаузи за отношенията на тия правителства към националните малцинства в договорящите страни. В него се съдържа клаузи и по «доброволното» изселване на българите от Турция и на турците от България. Най-важното, което се съдържа в тоя договор, е узаконяването на съществуващото положение по отношение на тракийските емигранти и бежанци в България и ликвидирането с техните имоти.

Това, което още с прочитането на договора се хвърля в очи е, че българското правителство е приело всички искания на турското правителство.

Съгласно договора, изселените се и изгонените от Тракия българи не могат да се завърнат в своите места и второ, те губят правото на собственост на своите имоти. Техните имоти остават на турската държава. Броя на тия емигранти и бежанци е около 200.000 души. Техните земи се изчисляват на два милиона декара плодородна земя, на стойност около 10 милиарда български лева. Същото задължение приема и тур-

ското правителство по отношение на изселените се след 1912 г. турци от България. Броя на тия бивши български граждани, в сравнение тоя на тракийските емигранти и бежанци е, малък, а и количеството на техните земи е 4 пъти по малко от това на последните. Това което предизвиква възмущението на тракийските емигранти и бежанци е, че българското правителство си е присвоило правото да преговаря и сключва споразумения за тяхна сметка, без да е получило за това мандат. Впрочем, тази е била всекога политиката на българските правителства по отношение на българите в другите страни. Българското правителство третира тракийските емигранти и бежанци, така както по-рано то третираше македонските емигранти и бежанци, както утре, когато то сключи споразумението с Ромъния, то ще третира добруджанските емигранти и бежанци. Всички български правителства, и особено тия на воената лига, третира българите от съседните страни, като стадо овце, с което те разполагат, както например г. Ляпчев разполага с своите акции в разните спекулантски предприятия.

Турско-българският договор се прие в българското Народно събрание. За него гласуваха, освен правителственото болшинство, депутатите от Демократическата и Национал-либералната партия, партии които постоянно парадират, че се борят за защита правата на българите в съседните държави. Против договора се обявиха депутатите от Социалистическата и Радикална партии, тия от българския Земледелски съюз и един от депутатите от правителственото болшинство, Д. Янев, сам тракийски емигрант. През време разискванията в парламента Ляпчев е взел думата за да защити сключения договор. Той е чувствувал какво големо престъпление извършва по отношение на тракийските емигранти и бежанци с приемането на тоя договор и за това се помъчил да оправдае своето предателство по отношение на тракийските българи. Той е заявил, че намира справедливо негодуването на последните, че експроприацията на имотите възбуждала и неговото негодуване, но той се е утешил и побързал да утеша народното представителство с това, че върховни държавни интереси били наложили неговото сключване: България има нужда от спокойствие, от добри съседски отношения, и заявил той и прибавил: ние ще сключим спогодби с всички наши съседи за изравнение на съществуващите между тях и нас спорове. С тия свои заявления той само е разкрил политиката на своето правителство — което отдавна се знаеше от българското обществено мнение — да сключи спогодби със съседните държави, разбира се, на същата база, както с Турция, т. е. като си послужи с българските малцинства в Сърбия, Гърция и Ромъния за да закрепи властта на воената лига в България.

Напразно депутатите от опозицията изтъкнаха в парламента, че тоя договор е по-неблагоприятен от сключения, след една несполучлива война, договор в 1913 год. с Турция; че въпросът за културните права на българските малцинства в Турция съвсем не е засегнат в него; че правителството на Цанков и впоследствие това на Ляпчев не е преговаряло като равен на равен и че то си е позволило да разполага с неща, които не са в негови ръце — правата и интересите на тракийското население и тракийските емигранти и бежанци.

Напразно депутат Д. Янев е заявил, че с приемането на тоя договор ще се наложи да се ликвидира и другаде, по същия начин, с въпроса за българските малцинства.

Напразно в опозиционния печат се изтъкна, че тракийските бежанци не желаят да останат в България, където те живеят в най-голема мизерия, че техното съкровено желание е да се върнат по домовете си и че българското правителство не може да разполага с техните имоти в Тракия.

Напразно целата тракийска емиграция в извънредния конгрес, свикан на 16 май да вземе позиция по отношение договора, е протестирала най-енергично против тагрешеството, което българското правителство прави с нейните права и интереси, като е заявила, че не е тоя път за приятелство с съседната република. Правителството на Ляпчев остана глухо на тия предупреждения и протести. То прие договора.

Можеше ли това правителство да сключи друг договор, договор за истинско приятелство? Не, друг договор то не можеше да сключи, защото турското правителство знаеше, че то преговаря с едно слабо правителство, което не се ползува с доверието на своя народ и следователно то се стараше да му наложи всички свои искания, в което и успе.

Сключването на турско-българския договор ще отвори очите и на тая част от тракийската емиграция и бежанци, която до сега, много наивно наистина, гледаше на правителството на воената лига като на национално правителство, че това правителство не мисли и не работи за интересите на тракийските емигранти и бежанци и за тия на българите в Тракия. То ще убеди и най-наивните измежду тракийците, че убийците на българския и македонския народи немогат да имат присърце интересите и правата на българите вжн от България,

били те в Тракия или в Македония и Добруджа, а напротив, те ще си служат с тех, за да могат да продължат своето кърваво господство.

Тракийските емигранти и бежанци, както и тракийското население ще се убедат, за лишен път, че техните интереси може да защити само една народна власт в България и на Балканите и че само при Балканската Федерация те ще могат да живеят в Тракия като напълно свободни граждани.

Г. Казановски

Глас на тревога

Нека нададем глас на тревога по случай съществуването на трудно маскирани заплашвания, които си пробиват път против един човек. Влахов, ето прицелната точка на апелите към насилие, които са почти такива за убийство.

Требва да се спре тая страшна интрига в самия зародиш и се искарат на показ пред общественото мнение нейните нишки, като единствен съдия на положението.

Влахов се обвинява от Вътрешната Македонска Революционна Организация, която ние можем да квалифицираме като официална, че е изоставил каузата на Македония.

Това твърдение е противно и на справедливостта и на здравия разум. Влахов, който организира в Балканска Федерация и взе участие в конституирането на Вътрешната Македонска Революционна Организация Обединена, е служил винаги с една неуморна енергия и безгранична преданност на каузата на поробените в Македония.

Не може да се каже, че програмата на В. М. Р. О. обединена уврежда в каквото и да е и в каквото и да е степен исканията на нещастната Македония мъченица. Тя — В. М. Р. О. обединена, води борбата открито с най-откритите средства и с най-мощните аргументи в полза на свободата на тая благородна македонска земя. В действителност, В. М. Р. О. официална е, която лошо защитава каузата на македонското население и която се стреми да заблуди световното обществено мнение.

В. М. Р. О. уби Чаулева в Милано. Но, Миланския съд оправда Стефанова, неговия убиец. Обаче, нека В. М. Р. О. и нейните изразители не се самооблащават, че тая присъда увенча с успех принципите, които са ръководили убиеца. Миланската присъда е чисто политическа присъда, подобно на тия, с които беха оправдани убийците на Жореса и Воровски. Но, не трябва да си правим илюзията, че подобни дела могат да бъдат допуснати от европейското обществено мнение. Те го дразнят и карат да се бунтува. Най-малко то ще допусне, щото една организация като В. М. Р. О. да използва тия средства и убивайки своите противници, да ги застава да млъкнат.

Европейското обществено мнение мисли, и с право, че идеята, която В. М. Р. О. защитава, е слабо защитаема, щом тя си служи с подобни средства на пропаганда. Нека тя докаже, че хората на куража и сърднето, които се опитват в тоя момент да поставят въпроса за освобождението на Македония в един голем практичен и ясен план, са предатели. Ако те докажат това, — и не е трудно да се докаже истината — то много по-сигурно ще бъдат унищожени усилията на тия хора, отколкото с куршум или кама.

На Влахова приписват отговорността за убийството на Т. Александрова. Това не е верно. Това е нелогично. Аз изучих тая трагична история през време на моето пребиване в София. Александров бе убит в присъствието на Протогеров. Но тая последния имаше същото становище по отношение манифеста на Балканска Федерация, както Александров. Ако привържениците на тая манифест унищожиха Александрова, то те не са имали никакво основание да пощадят живота на Протогеров, който беше един от също тъй умразните и ненавиджани противници; те биха могли да го убият, защото на местопроизшествието не е имало свидетели.

При все това, всред просветеното общество от всички страни на света, има един многоброен елит от хора, разумни и просветени, които мислят, че каузите, за триумфа на които се употребяват кървави средства, достойни за едно по-друго време, се дискредитират. Истинската симпатия, която македонското население, разпнато на кръст от балканските правителства, е извоювало в сърцата на всички хора, почва да се друса и изпарява, щом тая кауза се защитава от хора, които действуват като разбойници. Тя се друса също тъй, когато вижда как всички ония, които се възмущават от несправдите на които Македония е жертва, не турат основите на един решителен фронт против реакцията и белия терор, против подозрителните замисли и империалистически амбиции на балканските правителства.

Нека всички ония, които имат присърдце свободата на едно смазано население от силата и коалициите, чито интриги са очевидни, не поставят тъй безумно неговата велика кауза извън законите и което е по-лошо — извън правото и справедливостта!

Ари Барбюс

Какво става във воената лига в България!

От дълго време насам, във воената лига в България съществуват две течения. Те се проявиха в надвечерното на падането на Цанков. Недоволната от Цанкова част от офицерите, депутати в Народното събрание, начело с шефа на лигата, ген. Вълков, при съдействието на цар Борис и на сегашния шеф на правителството Ляпчев и неговите приятели дисиденти от Демократическата партия, събориха Цанкова. Последният имаше подкрепата на някои от лидерите на воената лига, като ген. Русев и полк. Калфов, министри в неговия кабинет, обаче той не беше убеден какво поведение ще държи цар Борис в тоя конфликт. Преди да падне от власт, Цанков, на два пъти, се опита да добие съгласието на последния да разтури камарата. Такъво, обаче, той не получи. И когато в камарата, в края на декември миналата година, Цанков беше бламиран, той напуща заседанието с закана. Но не успя. Цанков си отиде и Ляпчев, заедно с ген. Вълков, образуваха кабинета. В новия кабинет Ляпчев се принуди да вземе някои от депутатите от групата на Цанков, защото последният разполагаше с 30—40 гласа от парламентарното мнозинство: полковниците К. Георгиев и Сл. Василев и проф. Кулев влезоха в кабинета на Ляпчев. Разрив в самата лига не стана. Тя продължаваше своето сатанинско дело, макар и борбите за надмощие вътре в нея да не спираха. Привидността беха спасени. Самият Цанков получи най-високия пост в една парламентарна страна — председателството на камарата. Ляпчев публично изказа своята благодарност за неговите «заслуги» към българското отечество.

Борбите вътре в офицерската лига продължиха. (Правителственото болшинство в парламента се ръководеше от тая последната.) Цанков продължаваше да действа против Ляпчев—Вълков. Преди 2—3 месеци Цанков се опита да спечели Малинова, шефа на Демократическата партия, против Ляпчев, но не успя. Напоследък, той прибегна към други прийоми за да засили своето влияние в управлението и евентуално да вземе отново властта в ръцете си.

Известно е, че в правителствената партия участвуват четири партийни и политически групи: Народно-прогресивната партия на Буров и Данев; отцепниците от Демократическата партия, начело с Ляпчев и Моллов, тия от Радикалната партия, начело с Найденов, Фаденхехт и П. Тодоров и Народния съговор, начело с Вълков и Цанков. В последния участвуват всички ръководители на воената лига (собствено Народния съговор и воената лига, това беха и са една и съща организация, само че Народния съговор беше легална, а воената лига съзаклятническа организация). Преди 15 дена, Цанков свика на «среща» всички депутати, членове на Народния съговор, на брой 40 души. Целта е била да се стегнат неговите редове и да се вземат решения, за да се засили влиянието на тая група в правителството. Това ставаше публично. За тази среща писаха и вестниците. Особено в «Зора», орган на Ляпчев, от месеци насам води кампания против Цанков и разкрива неговите намерения, да конспирира против кабинета на Ляпчев. Едновременно с тая публична манифестация против Ляпчев, Цанков се и опитвал да подготви нов преврат. С него са голем брой от влиятелните членове на воената лига: ген. Русев и полковниците Калфов, Сл. Василев и К. Георгиев. Изглежда, че някои от войсковите началници са били спечелени за тази нова акция на Цанков. Ляпчев и Вълков, узнали своевременно намеренията на Цанков и другарите му, отстраниха някои от тия началници. Уволнен беше началник щаба на армията; сменени беха някои виши военни началници в гарнизоните в провинцията. От направените коментари в българския печат по тия промени в командването в армията, както и от сведенията, които проникнаха в чуждия печат, главно във в-к «Таймс», се вижда, че тия промени имат политически характер. Органът на г. Малинов, в «Знаме» писа преди една седмица:

«Говореше се настойчиво, че чрез войската някои непризнати таланти са се опитвали да правят политика и лична кариера. Прибавяше се, че някои от деветоюнците се стремят да увекочечат системата на деветоюнството.» Планът за нов преврат е бил осуетен. Сега Ляпчев и Цанков демонстрират наново своето пълно единодушие. В Лом, по случай откриването клуба на Демократическия съговор, са присъствували Ляпчев и Цанков, със своите щабове. Там те държали речи за силата на правителствената партия и за «единодушното», което царело в нея. Такива манифестации не за пръв път се правят. Българският народ е свидетел на още по-шумни прояви на единството в Демократическия съговор, в София, Русе, Габрово и др. Това, обаче, не е прецило, щото котерийните борби в тоя конгломерат да продължават.

Тези борби в правителствената партия ще продължат. Цанков и другарите му не могат да се успокоят, че не се извършват масови убийства, както по-рано. Те се плашат, че с ослабването на масовия терор и убийства, може да настъпи едно положение в страната, когато властта ще се изплъзне от ръцете на воената лига. И те не си правят илюзии, че в такъв случай ще трябва да отговарят пред българския народ за извършените от тех злодеяния. От тук и стремлението у Цанков

и другарите му да смъкнат Ляпчев и да установят отново своята кървава власт.

Ляпчев, Вълков и цар Борис от своя страна си дават по-добра сметка за истинското положение в страната. В стремлението си да спасят династията и режима на воената диктатура, те искат да водят една политика, по-малко кървава и брутална от тая на Цанков, политика, която по-добре съответствува на интересите на спекулантската буржуазия. Под напора на силното негодование на българския трудов народ, под натиска на работничеството и на прогресивното обществено мнение в Европа, правителството на Ляпчев, за да спаси системата на управлението в България, беше принудено да прекрати масовите убийства, които се извършваха при Цанков. С прекратяването на тия убийства това правителство се мъчи да представи както в самата страна, така и в чужбина, че е настъпила промена в неговата вътрешна политика. Неговите агенти в чужбина заявяват публично, че сега, при Ляпчев, положението в България е изменено. В сщност, при Ляпчев, както и при Цанков, в България не съществува гаранция за живота на гражданите. Там не съществуват свобода на печата, събранията, сдруженията, словото. Комунистическата партия и Българския земеделски съюз са вън от законите. Законът за

защита на държавата продължава да бъде в сила, като се осъждат български работници, селяни и младежи на смърт и на дългогодишен строг тъмничен затвор. В затворите и в чужбина, като емигранти, се намират не по-малко от 4000 души българи, преследвани за политически деяния. Насилията и терора продължават, без да са спрели нито за един момент. Убиват се завърнали се емигранти, както и други политически лица.

С една реч, и при Ляпчев българския народ живее под режима на терора и насилията, под режима на воената диктатура; само че спреха масовите убийства.

Не подлежи на съмнение, че борбите вътре във воената лига ще продължат. Как ще се свършат тия котерийни борби—не може да се предвиди. Едно, обаче, може с положителност да се каже, че колкото по-голема упоритост проявява българският трудов народ в борбата си против фашистката диктатура и колкото по-усилена бъде борбата на европейските работници и прогресивното обществено мнение против режима на воената лига в България, толкова по-скоро ще се тури край на този режим в тази нещастна страна, безразлично какви са неговите представители—Цанков и Русев или Ляпчев и Вълков.

Д. Владиславов

PARTIE GRECQUE

Η ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ ΚΑΙ Η ΕΥΡΩΠΑΙΚΗ ΓΝΩΜΗ

IV

Λεόν Βέρτ

Ο Λεόν Βέρτ ἐγεννήθηκε στὸ Ρεμριεμόν στὰ 1878. Ἐκαμε τὸ ντεμποῦτο του μὲ κάτι ἀρθρα περὶ μοντέρνας ζωγραφικῆς στὴ „ΦΑΛΑΓΓΑ“, στὰ 1909. Ὁ Ὀκτάβ Μιρμπώ, ἐνθουσιασμένος ἀπὸ τὴ ζέση τοῦ νεαροῦ αὐτοῦ συγγραφέα, ἐσυνδέθηκε μὲ φίλια μαζὶ του καὶ ἐνήργησε νὰ μπεῖ στὸ „Παρί-Ζουρνάλ“ ὅπου ἔδιδε χρονογραφίματα. Ὁ Λεόν Βέρτ ἀμέσως κατατάχθηκε ἀνάμεσα στοὺς ἐπαναστατικούς συγγραφεῖς. Ἐνα ἀρθρο του περὶ τοῦ Μπαρὲς στὰ „Φυλλάδια τῆς σήμερον“ ὅπου προσπαθοῦσε νὰ δείξει τὸ ὅτι ὑπῆρχε διανοητικὰ φτωχὸ καὶ ἀρχέγονο στὸν συγγραφέα τοῦ „Κήπου τῆς Βερενίκης“ ἔκαμε πολὺν κρότο. Στὰ 1913 ἐκδίδει τὸ πρῶτο του βιβλίον „τὸ ἄσπρο σπῆτι“ ἕνα ρομάντσο πὸ πάλζεται σὲ ἕνα χειρουργικὸ ἱατρεῖο καὶ πὸ ἐπὶ πέντε φῆρους γιὰ τὸ βραβεῖο Γκονκούρ. Ἐλαβε μέρος στὸν πόλεμο, καὶ ἀπολύθηκε δυὸ χρόνια ἀργότερα. Ἐφώνησε τὸ μῖσος του κατὰ τοῦ πολέμου στὴν „ἐφημερίδα τοῦ λαοῦ“. Στὰ 1917 ἐδημοσίεψε τὰ βιβλία „Ὁ Κλαβέλ στρατιώτης“ καὶ „Ὁ Κλαβέλ στοὺς συνταγματάρχες“ ἀντιπολεμικὰ ρομάντσα. Τὸ ἕνα ὕστερα ἀπὸ τῆλο ἔγραψε: „Ἡ Ὑβὸν καὶ ὁ Πιζαλέ“, „Οἱ ἀόρατοι ἔραστές“, „Δέκα ἐννῆα χρόνια . . .“, „Ὁ Πιζαλέ χορεύει“ ρομάντσα μὲ μιὰ ζωντανὴ ὁμορφιά. Τὸ τελευταῖο του ἔργο ὀνομάζεται „Ὁ χορὸς, οἱ χορευτές καὶ τὰ ντάνσιγκ“. Ὁ Λεόν Βέρτ ἔκαμε ἕνα μεγάλο ταξείδι στὴν Ἄπω Ἀνατολή καὶ στὴν Ἰνδοκίνα ἀπὸ ὅπου ἔφερε πολλὰ ντοκουμέντα περὶ τῶν ἀποικιακῶν ἠθῶν. Μερικὰ ἀποσπάσματα τοῦ ἔργου πὸ σκοπεύει νὰ δημοσιέψῃ, ἐδημοσιεύθηκαν στὴν „Εὐρώπη“ τὸ προοδευτικὸ περιοδικό.

Ὁ Λεόν Βέρτ εἶναι, ὅπως λέμε, μιὰ „συνείδηση“.

Ἡ γνώμη μου εἶναι πὼς ὅπως ὄλα τὰ παρόμοια ζητήματα, καὶ τὸ μακεδονικὸ ζήτημα ἔχει λυθεῖ σύμφωνα μὲ τὰ συμφέροντα ὁμάδων χρηματιστικῶν ἢ σύμφωνα μὲ διπλωματικὰ ἀπαιτήσεις πὸ ἀντιπροσωπεύονται συμφέροντα κ' αὐτὲς ἐφ' ὅσον δὲν ἀντιπροσωπεύουε μόνο τὸν ἑαυτὸ τους.

Ὅλες οἱ μεταπολεμικὲς συνθήκες, ὅπως, ὑποθέτω, καὶ οἱ περισσότερες μεγάλες συνθήκες τῆς ἱστορίας ὑπαγορεύθηκαν ἀπὸ παρόμοια συμφέροντα.

Τὸ μεγάλο λάθος εἶναι νὰ ποδίδει κανεὶς στοὺς διπλωμάτες τῶν πρεσβειῶν σκέψεις πὸ συγκεκριμένους ἀπὸ τοὺς διπλωμάτες τῶν καρενείων. Ὑπάρχει μέσα τους ἡ χρηματιστικὴ θετικότητα, ὑπάρχει ὁ καπιταλισμός. Ἀλλὰ οὔτε ἡ χρηματιστικὴ θετικότητα

οὔτε ὁ καπιταλισμός δὲ θὰ ἦταν τόσο ἰσχυροὶ ἂν δὲν εὑρίσκαν γιὰ νὰ ἐκδηλωθοῦν τὴν θρυλικὴ καὶ παιδικὴ διπλωματικὴ αὐταπάτη καὶ ἂν δὲν ὑπῆρχαν μυστηριώδεις σχέσεις καὶ μυστηριώδεις ἀντιθέσεις μεταξὺ τῆς αὐταπάτης αὐτῆς καὶ τοῦ αἰσθήματος πὸ φαιμπρικήκαρεται γιὰ τὸ λαό.

Ἡ δυτικὴ Εὐρώπη ἀπολέμησε γιὰ αὐταπάτες στὶς ὁποῖες ἐνόμιζε πὼς πιστέβει ἡ βαλκανικὴ χερσόνησο θέλει νὰ πολεμήσῃ ἢ θὰ πολεμήσῃ γιὰ αὐταπάτες στὶς ὁποῖες ἀντιστέκεται. Ὑπάρχουν λαοὶ κομματιασμένοι ἢ μακεδονία εἶναι κομματιασμένη, ἡ Αὐστρία εἶναι κομματιασμένη, ἡ Οὐγγαρία εἶναι κομματιασμένη.

Μὲ ὑπολείματα λαῶν, θέλησε μιὰ διπλωματία κορασμένω γέρων ἢ νέων „ἐστέτι“ νὰ ἐξακολουθήσῃ τὴ σκηνοθέτηση συγκρούσεων. Τὰ ὑπολείματα ὑποφέρουν, ἀντιστέκονται. Ὅσο καὶ νὰ εἶναι κουτοὶ οἱ διπλωμάτες, δὲν μπορεῖ νὰ φαντασθεῖ κανεὶς πὼς δὲν ἐπρόβλεψαν καὶ δὲν ἐπεθύμησαν αὐτὴ τὴν δυστυχία καὶ τὴν ἀντίσταση. Μὴ μπορῶντας νὰ ἐλπίζουε ἕνα πόλεμο μεταξὺ Ἀμερικῆς, Γαλλίας καὶ Ἀγγλίας, χρειάσθηκαν νὰ δημιουργήσουε στὴ Βαλκανικὴ κάποια αἰτία πολέμου γιὰ νὰ ἰκανοποιούε τὴν ὑπομονὴ τους κατὰ τὴ διάρκεια μιᾶς εἰρήνης πὸ γι' αὐτοὺς εἶναι ἤδη πολὺ μακρόχρονη.

Τὰ τεχνητὰ σύνορα πὸ ἐδημιούργησαν οἱ συνθήκες τῶν Βερσαλλιών, Τριανόν, καὶ Νεϊγύ, ἐπιτρέπουε τὴν διατήρηση πολεμοχαρῶν ἐθνικισμῶν καὶ πολλαπλασιάζουε τίς αἰτίες πολέμων. Παράδειγμα τὸ τελευταῖο ἑλληνοβουλγαρικὸ ἐπίσποδιο.

Οἱ ἱμπεριαλιστὲς πολιτικοὶ σκέπτονται, καὶ ἴσως νὰ ἔχουε λάθος, πὼς ὅταν οἱ λαοὶ πολεμοῦν ἀναμεταξὺ τους, ἀποφεύγεται ἡ ἐπανάσταση. Δὲν φοβοῦνται τὸ σπινθήρα τοῦ πολέμου, φοβοῦνται τὸν ἄλλο σπινθήρα.

Τὰ δίκαια τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων;

Νὰ ἕνα πράγμα πὸ κάμνει νὰ γελά τὸν κάθε πολιτικὸ ἢ διπλωμάτη τῆς δυτικῆς Εὐρώπης ἢ τῆς Βαλκανικῆς.

Ἡ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία ὅμως θὰ ἐσχηματίζονταν τὴν ἡμέρα πὸ οἱ λαοὶ αὐτοὶ θὰ ἀπόπλιζαν τοὺς στρατοκράτες πολιτικούς καὶ τοὺς διπλωμάτες των.

Ἄν οἱ βαλκανικοὶ λαοὶ κάμουε αὐτὸ τὸ ἔργο, ἂν πραγματοποιήσουε αὐτὴ τὴν ἄλλη φόρμα τοῦ ἀφοπλισμοῦ, μπορούε νὰ ἐλπίζουε πὼς θὰ βροῦνε στὴν Εὐρώπη καὶ σὲ ὀλόκληρο τὸν κόσμο, τὴν εὐγνωμοσύνη ὄλων ἐκείνων πὸ ἀξίζουε τὸ ὄνομα ἄνθρωπος.

Θὰ ἐπρεπε νὰ μπορούσαν κ' ὄλα νὰ βασιζότανε καὶ στὴν ἐνεργὸ τους συμπάθεια.

Λεόν Βέρτ

PARTIE CROATE

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Raoul Verfeuil

Ima mu 39 godina, od svoje 16. godine učestvuje u francuskom radničkom i socijalističkom pokretu.

Novinar, bio je poslije smrti Pijera Brizona, jednog od Kienthalskih „putnika“, zajedno sa Zanom Longuet direktor radničke i seljačke „LA VAGUE“.

Bio je više godina određen za propagandu socijalističke stranke i urednik „L'HUMANITÉ“.

Godine 1922 bio je isključen iz komunističke stranke radi njegovog pacifizma i antimilitarizma.

Za vrijeme rata bio je jedan od aktivnih boraca internacionalističke „manjine“ u Francuskoj.

Izdaje L'APOSTOLAT, koji je u formi romana zapravo povijest francuskog pacifističkog pokreta za vrijeme sejetskog klanja od 1914—1918.

U proljeće 1919 rekao sam u narodnom vijeću francuske socijalističke stranke frazu, koju su mi u svoje vrijeme mnogo predbacivali, pa i sami drugovi: *Francuska vuče za sobom kugle pobjede*. Ja sam objašnjavao, da je radi pobjede za dugo vremena nemoguće revolucionarni pokret u Francuskoj, pošto pobjeda uvijek izazivlje rasplamsanje šovinizma i reakcije u zemlji, koja je odnijela pobjedu ili za koju se držalo da je pobjedila. I nije samo sa unutrašnjeg i revolucionarnog gledišta, da je pobjeda imala nesretnih posljedica u Francuskoj kao što dolazak „nacionalnog bloka“ na vladu i ugušenje štrajka od 1 maja 1920, a da ne spominjemo kritični, gotovo očajni ekonomski položaj, koji je nastao usljed gotovo petogodišnjeg bezumnog rata.

Nego i sa vanjskog gledišta što se posebice tiče onih naroda, koje se je htjelo osloboditi, ili učiniti većima, vidjelo se, da je pobjeda imala žalosnih posljedica. Leon Bazalgette pravom je rekao: osobito obzirom na Balkan, njegov teritorijalni položaj nije nego gorak plod sa stabla, kojega se zasadilo poslije pobjede i na čijim granama se objesilo mirovne ugovore u Versailles, Saint-Germain i t. d.

Općinski izbori u Dalmaciji

Dne 16 maja o. g. izvršeni su u Dalmaciji općinski izbori. To su prvi općinski izbori u toj pokrajini poslije „oslobodjenja“. Kroz 7 godina haraćili su po općinama komesari velikosrpskog režima sa zadatkom da silom i korupcijom stvore većinu za velikosrpske partije. Taj plan nije uspio. Općinski su izbore potvrdile rezultate nekoliko parlamentarnih: velikosrpske partije ostaju u manjini. Rajne hrvatske partije dobile su 55.000 glasova, a srpske 37.000.

Sa druge strane, ovo su prvi izbori nakon Radićeve kapitulacije, i oni su imali pokazati, kakova je danas pozicija Radićevi i ostalih partija u narodu, naročito u seljaštvu. Izbori su dali vrlo riječiti odgovor. Pokazalo se je da je Radićeva kapitulacija razočarala i pasivizirala znatan dio seljaštva, obrtništva, malog puka uopće. Dok je u predjašnjim izborima učestvovalo 75—85% birača, ovaj put je taj broj spao na 50—55%. U Radićevskoj Kuli-Imotski, broj glasača nije dosegao ni 50%. Imotsko je jedna velika čisto seljačka općina, u veličini kotara sa 48.000 stanovnika; od 13.000 izbornika glasalo je tek 6424. U Splitu, glavnom gradu Dalmacija, gdje se je vodila vrlo ogorečene borba, glasovalo je svega 52% birača! Radićeva kapitulacija oslabila je dakle otpornost hrvatskog naroda, oslabila je njegove pozicije.

Ali pored toga što je Hrvatska seljačka stranka izgubila mnogo glasova, ona je ostala relativno naj jača partija. Od predanih 98.550 glasova ona je skoncentrisala 43.000. Opći rezultat po partijama, okruglo, je sljedeći:

H. S. S. (Radić)	43.000
radikali	22.000
sam. dem. (Pribićević)	8.300
razne hrvatske grupe	5.000
hrv. pučka stranka (klerikalci)	4.600
zemljoradnici (srpski)	3.500
vanstrančarske lokalne grupe	3.800
savez radnika i seljaka (komunisti)	3.200
demokrat (Davidović)	3.150
hrv. federalisti (Trumbić)	2.000
Ukupno	98.550

Od 75 općina ima sama H. S. S. apsolutnu većinu u 33, u daljnjih 12 imade ju H. S. S. sa ostalim hrvatskim strankama, a u Splitu dobile su većinu hrvatske stranke i komunisti nad velikosrpskim blokom

Nije se ni sa više pravednosti riješilo macedonsko pitanje nego li se riješilo i ostala pitanja.

Zeljezo siječe — a ne sudi!

Poslije rata ima na Balkanu, a možda i drugodje, potlačenih manjina kako ih je bilo i prije rata.

Ratovi — pa i oni, koje se besramno krsti — ratovima za „pravo i slobodu“, promjenjuju mjesto tlačenja, ali ne uništavaju tlačenje. Događa se, da ga još i povećaju.

Po mom mišljenju jedino sredstvo, koje bi bilo kadro da učini kraj robovanju balkanskih narodnih manjina bilo bi očevidno stvaranje Federacije naroda, koja bi obulvačala sve narode poluotoka.

Možda je poteškoća u tomu, što je teško privedi ove narode, zaražene partikularizmom, federalističkoj koncepciji, to jest u neku ruku — iznad narodnoj.

Poteškoća je takodjer i nada sve u tomu, što je teško tačno i potpuno pravedno odrediti granice tih država, jer te poteškoće ne bi mogla riješiti sama federacija kao takova, nego bi taj problem trebalo prije ispitati.

U svakom slučaju mogu samo narodi, a nikako vlade, pa ma kako one bile dobro raspoložene i najdemokracičnije na svijetu, oživotvoriti „Balkansku Federaciju“.

Vlastodršci — svuda — imaju veliki interes, da postavljaju kojemu drago razlike medju svojim podanicima. To im dopušta da više traju i bolje mjenjuju. To im dopušta da prema potrebi bolje i ubijaju.

Ja ne bih bio socijalista, kad ne bih nadodao, da pod jarmom Turaka, Srba, Bugara ili Grka — ili postavši slobodni, Macedonci kao i drugi narodi ne će upoznati pravu i istinitu slobodu osim ako se oslobode kapitalizma, ma kakovu god formu on zauzima.

Za socijalistu i nema na koncu druge tiranije, nego li one: buržoaske.

I da se ovu uništi — treba nada sve i svuda — raditi!

Raoul Verfeuil

(26 odbornika naprama 15). U svim primorskim gradovima ostao je velikosrpski blok u manjini. Taj blok ima većinu u 9 općina.

Izbori su pokazali da većina hrvatskog seljaštva vjeruje još uvijek da Radićeva kapitulacija znači samo taktički manevar, a ne političku skretnicu. Sektaška politika ljevičarskih Radićevih desidenata (grupe Buć) i gospodska politika Trumbićevih federalista sačuvala je dobar dio seljaštva Radiću. Kod srpskih izbornika opazilo se je da je jedau dio presao od radikala Pribićeviću, zagovorniku fašističkoj upokorenja hrvatskog naroda.

Najveće iznenadjenje u široj javnosti izazvalo je naglo napredovanje komunisti i osobito njihova pobjeda u Splitu. Split je dao ovaj rezultat:

komunisti	1367 glasova	10 odbornika
gradjanski blok (Davidović i radikali)	1249	10
Trumbić	1177	8
Radić	971	7
Pribićević	556	5
Hrv. Klerikalci	250	1

Beogradsko „Vreme“, organ ministarstva vanjskih posala, donijelo je rezultate izbora pod zaglavljem: „Od svih stranaka radićevci su imali najviše uspeha; u Splitu su pobedili komunisti.“ Ovo je prva afirmacija komunisti posle sloma g. 1921. Hrvatske stranke dočekale su ovu pobjedu simpatično ističući aktivnu borbu komunisti protiv velikosrpske hegemonije. Novoizabrani komunistički odbornici u Splitu ponudili su kooperaciju Radićevina i federalistina Radićevci su pristale na pregovore. Trumbić je međutim odbio. On je sa radikalima iza kulisa skovao drugi, reakcionarni i izdajnički plan. Prvi dio tog plana izvršila je vlada, ona je na osnovu § 18 zakona o zaštiti države poništila komunističke mandate i ako taj reakcionarni zakon predviđa gubitak mandata izrično za „članove komunističke partije“, a dočim su kandidati „Saveza radnika i seljaka“ samo idejni pristase komunizma, ali nema nikakvog dokaza da su oni članove komunističke partije. Odluku o poništenju mandata nije donio sud, već si je to pravo uzurpirala policija.

Iza toga klasnog nasilja počiniše Trumbićevci nacionalno izdajstvo. Oni se kod biranja gradske uprave, dne 1 juna, udružili sa velikosrpskim gradjanskim blokom, prepustivši ovom većinu mjesta u gradskoj upravi, iako su 3 hrvatske stranke imali većinu u gradskom zastupstvu! H. S. S. gurnuta je na taj način u opoziciju.

Za Balkansku Federaciju *

II.

Režim narodnih manjina

Ja sam pokušao pokazati u mom prošlom članku, u koliko bi ekonomska organizacija balkanskog poluostrva, u koliko bi obnova ekonomskog života u ovom dugim ratovima uznemirenom i uništenom kraju bila uvjetovana ustanovom balkanske federacija, koja bi obuhvaćala razne države.

Pitanje luka i pomorskih izlaza, problem željezničkog tranzita, carinske ustanove, čitav ovaj sklop ekonomskih riješenja bio bi sigurno požuren ostvarenjem „federacije“.

Federativni sistem, koji poštuje suverenost pojedinih članova i stvara vez među njima, ujedinjuje njihove interese; federativni sisten uspostavlja organizam koordinacije, kontrole i ravnoteže.

U centralnoj, srednjoj i balkanskoj Evropi, etnografska situacija, mješavina naroda, rasa i vjera, slabo se prilagodjuje krutom i ukočenam centralizmu i federacija više odgovara geografskim, ekonomskim i socijalnim potrebama.

Često je teško, a da ne kažem gotovo nemoguće učiniti, da se podudaraju tačno i strogo granice države i naroda i tako se tumači, zašto su razgraničivanja tako žestoko napadana.

Često bi granice, koje nam samo označuju etnografske erte vodile do besmislenog istrigavanja, i ne bi se nikako slagale sa ekonomskim i geografskim potrebama i ne bi mogle za sebe opstojati.

Sva se ova opažanja mogu primijeniti na balkanski poluotok. Sigurno je, da su nove granice loše i da su povučene po želji vojničkih vlasti. Ali je isto tako stalno, da bi svako razgraničenje našlo na

*) Gledaj broj 44 B. F.

veoma velike poteškoće-radi u velike pomiješanog pučanstva po čitavom balkanskom poluotoku. Macedonija zaslužuje svakako svoje ime i svoje značenje, što ga ima u našem jeziku, Bugari, Grci, Srbi, Turci, Kucovlasi, Židovi, Arbanasi svi se ovi otimlju o nju.

Svaka promjena sadašnjih granica ne bi nikako spriječila da ostanu narodne manjine u državama etnički različitim.

To je istina, koju ne smijemo prešutjeti. Da se izbjegnju te neprilike, potrebno je da svaka narodna manjina ima svoj ustav, koji joj omogućuje kulturni napredak.

Potrebno je, da u krilu država mogu živjeti nacije i dijelovi nacije. Teški problem, koji na očigled ruši klasične oznake tradicionalnog javnog prava o suverenitetu, ali koji se nameće sam svojom hitnošću, te nije ništa drugo nego li praktični, realistični internacijonalizam.

Ali nužda jedne balkanske federacije popravila bi sva ta teška pitanja, jer bi ona na mjesto državnih suvereniteta postavila „saveznu nadležnost“ i nametnula se sadašnjim državnim formacijama.

Federacija bi pazila na primjenu i recipročnost tih principa u saveznim državama.

Što mi se čini najvažnije i najhitnije jest to, da se macedonskom narodu dađe režim slobode i realna garancija u vidu određenog zakona. Je ne vjerujem, da bi aneksija čitave Macedonije Bugarskoj bila riješenji mira i organizacije. Isto tako ne vjerujem, da bi današnji režim raskomadane i potlačene Macedonije, podijeljene između Jugoslavije, Bugarske i Grčke, bilo neko drugo riješenje.

Macedonska bi država bila radi etnografskih uslova veoma osjetljive formacije i konstitucije. Režim nacionalne i kulturne slobode za različite narode Macedonije — to je valjda najčedniji, ali i najbliži zahtjev, kojega bi mogao oživotvoriti federativni sistem.

Jean Zyromski

SOMMAIRE

Texte français (745—757)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne

Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — X

Réponse de l'Independent Labour Party

James Maxton

Archibald Fenner Brockway

Arthur James Cook

Charles Rappoport

Paul Louis: Du fascisme italien au fascisme balkanique

I. Mateescu: Après les „élections“ en Roumanie

G. Kazanovsky: Le traité turco-bulgare

Charles Martin: Le Mouvement en Europe contre la Terreur Blanche dans les Balkans

I. Mateescu: L'impérialisme italien dans les Balkans.

Zvonko Petritch: La politique économique et financière en Yougoslavie

D. Vladislavoff: Que se passe-t-il dans la Ligue militaire en Bulgarie?

J. Zanitch: Les élections communales en Dalmatie

B. F.: Sauvez les Bessarabiens!

Comité de Défense: Menaces de mort contre D. Vlakhoff

Agence des Balkans: Le cas du Dr. Voukachine Markovitch

Revue de la Presse

Texte allemand (757—758)

Die Balkan-Föderation und die europäische öffentliche Meinung

Léon Bazalgette

Panaït Istrati

Melingos: Pangalos und Achmed Bey Zogou

Paul Louis: Vom italienischen Faschismus zum balkanischen Faschismus

Texte serbe (759—760)

Балканска Федерација и европско јавно мишљење

Огист Пренап

Морис Буркен

Сава Симић: Савез Пашића и Прибићевића са Муссолинијем

Texte roumain (760—761)

I. Mateescu: După alegeri

Texte albanais (761)

P. P.: Dora e zezë

Texte bulgare (762—764)

Г. Казановски: Турско-българският договор

Дри Барбис: Глас на тревога!

Д. Владиславов: Какво става във воената лига в България

Texte gree (764—765)

Ἡ Βαλκανικὴ Ὀμοσπονδία καὶ ἡ Εὐρωπαϊκὴ γνώμη

Λεὼν Βέρετ

Μελίγκος: Ὁ Πλαστήρας καὶ ὁ βασιλεὺς του

Texte croate (766—768)

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Raoul Verfeuil

J. Zančić: Općinski izbori u Dalmaciji

Zvonko Petrić: Zagrebački privrednici nagovješćuju opasnost katastrofe

Jean Zyromski: Za Balkansku Federaciju — II